

MENDES FRANCE ET LA PARALYSIE DU P.C.F.

E. MERLIN

5° ANNIVERSAIRE de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE de CHINE
LES GRÈVES D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE

P. FRANK

G. FRIEDMAN

AVEC N.M. PERERA, MAIRE TROTSKYSTE DE COLOMBO

LE VIETNAM APRÈS LE CESSÉ-LE-FEU

HA CUONG NGHI - DO TINH

LA LUTTE OUVRIÈRE - etc.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

APRÈS LE VOTE DE CONFIANCE DU PARLEMENT

MENDES-FRANCE A BIEN MERITE DE LA BOURGEOISIE

J. D. Martin

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

CONTRASTANT avec la consternation, le désarroi, les explosions d'indignation qu'avait causé dans les milieux « atlantiques » le rejet de la CED par le Parlement français en août dernier, la Conférence des « 9 » à Londres recueille maintenant partout éloges et fleurs.

Nous vivons incontestablement « des moments historiques », « révolutionnaires ».

Tels sont les termes employés par plusieurs hommes d'Etat et journaux « sérieux » pour caractériser les résultats de cette conférence.

Une nouvelle formule a été trouvée par le truchement de l'élargissement du Pacte de Bruxelles, et par l'OTAN, pour obtenir ce qui était le but essentiel de la CED : Le réarmement de l'Allemagne d'Adenauer et son inclusion dans l'alliance atlantique.

Cet objectif a été et reste à la base de la politique européenne de Washington.

Par sa position géographique, par son potentiel économique et humain, l'Allemagne constitue une des pierres angulaires dans l'édifice que construit de par le monde l'impérialisme américain en vue d'une lutte finale contre les Etats antipitalistes et la Révolution sous toutes ses formes. Une Allemagne désarmée « neutre » ou non intégrée dans un système d'alliance strictement contrôlé par Washington, représente un danger considérable, par la possibilité qui existe alors dans certaines conditions autres que celles d'aujourd'hui, de voir l'Allemagne se tourner vers l'Est. Raison de plus pour Washing-

ton, d'éviter une telle éventualité.

L'Allemagne d'Adenauer d'autre part, désireuse d'acquiescer l'instrument indispensable d'une politique de grande puissance, de pouvoir développer un secteur — ne fut-ce que limité au début — d'économie d'armement, et craignant toute éventualité d'un gouvernement socialiste en cas d'unification par des élections avec la zone orientale anticapitaliste, donne son plein appui aux projets de Washington.

Elle voit dans cette dernière le soutien principal pour sa résurrection complète et le bouclier le plus puissant à l'abri duquel elle pourra se réarmer et poser demain ses revendications face à l'Est.

Londres désirant maintenir avant tout l'alliance avec les Etats-Unis et freiner la renaissance allemande devenue de nouveau redoutable, agit dans le même sens. Pour des raisons analogues, l'Italie et le Benelux œuvrent pour le réarmement allemand.

Seule la France craignant la suprématie de l'Allemagne remilitarisée sur le plan de l'Europe continentale, voulait trouver une formule qui tout en associant Bonn à l'alliance atlantique permettrait un certain équilibre des forces sur le plan européen à l'intérieur de l'alliance. C'était le but de la CED.

Cependant une partie de la bourgeoisie française trouvait les garanties toujours insuffisantes. Elle se plaignait plus particulièrement du fait que l'Angleterre limitait son association avec l'Europe des « Six » à un minimum.

VOILA qui est fait : par 350 voix contre 113, le gouvernement Mendès-France a obtenu la confiance du Parlement pour mener à bien la tâche de réarmer la bourgeoisie allemande dans le cadre de l'alliance Atlantique.

Washington peut pavoiser : Monsieur Dulles a trouvé son homme et le regain de confiance dont « Mister FRANCE » (comme disent les journaux anglo-saxons) jouit maintenant de la part de l'impérialisme américain s'est marqué déjà par une mesure non dénuée de portée ni d'intérêt, à savoir : le maintien des crédits de l'impérialisme américain en Indochine !

Où BIDAULT, LANIEL PLEVEN et consorts avaient échoué, MENDES-FRANCE a réussi. Pourquoi ?

Lorsque, la pression victorieuse des armées du Viet Minh acculant le corps expéditionnaire français à la débâcle, le gouvernement Mendès-France a évité le désastre à la bourgeoisie en acceptant l'armistice, les directions ouvrières qui avaient voté pour lui ont expliqué, PCF en tête, que cette décision était due à la lutte des travailleurs français pour la paix en Indochine.

Maintenant que ce même gouvernement a réussi ce pour quoi il travaille depuis son investiture — et que nous avons été les seuls à dénoncer dès ce moment — à savoir le réarmement de la bourgeoisie allemande dans le cadre de l'alliance atlantique, va-t-on expliquer que la faute en est à une action insuffisante des travailleurs ?

En réalité, ni sur le plan de l'Indochine, ni sur le plan de la CED les travailleurs de France n'ont été appelés par leurs directions à mener une lutte de classe efficace contre leur bourgeoisie et ses représentants au gouvernement, pour aider la lutte des travailleurs vietnamiens, pour aider la lutte des travailleurs allemands.

C'est parce que cette politique et cette action de classe n'ont pas eu lieu en mai-juin que Mendès-France a pu éviter la défaite totale du corps expéditionnaire et réussir à maintenir au Vietnam la tête de pont que les dollars américains et le spécialiste O' Daniel vont l'aider à renforcer pour leur future guerre.

C'est parce que cette politique et cette action de classe n'ont pas existé depuis juillet que Mendès-France a réussi le coup de la néo-CED.

L. PERIER,

Suite page 12.

Le Vendredi 29 Octobre, à 21 heures, à la Mutualité (Salle M.)
Venez entendre :

OBSERVATIONS DE VOYAGE
en U.R.S.S. - en Allemagne orientale
et en Tchécoslovaquie
par un délégué au Conseil Mondial
de l'Union Internationale des Etudiants
(Moscou 1954)

NOTRE JOURNAL

A nos Lecteurs

Voici donc le premier numéro de la Vérité des Travailleurs nouvelle formule. Ce changement de présentation est le point de départ d'un nouvel effort d'amélioration constante de la qualité de ce qui est aujourd'hui le seul journal marxiste léniniste des travailleurs de France.

Nous voulons sans cesse augmenter l'efficacité de l'argumentation de ce journal destinée à aider dans leur lutte

— les militants révolutionnaires de la classe ouvrière, et tout spécialement nos camarades du P.C.F. qui cherchent une politique de classe capable de mener le prolétariat à la victoire.

— les travailleurs coloniaux et en particulier l'immense armée de nos frères Nord-Africains surexploités en France par le féroce impérialisme de ce pays.

— les jeunes travailleurs, manuels et intellectuels pour lesquels l'impérialisme prépare un avenir sans espoir, d'exploitation et de guerre, dont la première étape est l'abrutissement des 18 mois d'armée.

— les femmes travailleuses auxquelles le capitalisme impose la double journée de travail en les maintenant dans une inégalité de fait.

A tous ceux d'entre eux qui nous lisent déjà nous adressons un appel pour qu'ils nous aident dans cette tâche que nous poursuivons avec un enthousiasme qui s'accroît ou souffle de plus en plus puissant de la révolution dans le monde.

— QU'ILS NOUS AIDENT en nous faisant profiter de leurs remarques et de leurs suggestions pour améliorer le contenu du journal.

— QU'ILS NOUS AIDENT en le faisant lire à l'ami ou camarade qui lui aussi cherche les réponses marxistes, les réponses de classe, aux problèmes qu'il se pose.

— QU'ILS NOUS AIDENT en participant dans la mesure de leurs moyens à l'effort financier déjà bien grand pour nous que nous faisons pour mettre sur pied cette nouvelle formule et la placer dans les kiosques, et que nous voulons poursuivre en adoptant le plus rapidement possible la parution bi-mensuelle plus efficace.

Sur cette page, une place sera réservée au courrier de nos lecteurs:

ECRIVEZ à votre journal.

Une souscription est ouverte dès ce premier numéro :

SOUSCRIVEZ pour votre journal.

Voici un bulletin d'abonnement

ABONNEZ-VOUS à votre journal.

Le Service d'Édition de la Librairie n'est pas une librairie comme les autres. Son but c'est avant tout d'aider les militants ouvriers à mieux combattre, à mieux s'éduquer, à mieux se cultiver.

Le S.E.L. sait que vous n'avez pas le temps de faire des recherches chez les bouquinistes. Il sait que vous avez peu d'argent pour constituer votre bibliothèque. Le S.E.L. est à votre disposition pour vous procurer TOUS les ouvrages aux meilleurs prix.

Le S.E.L. vous fournit tous les livres marxistes, toutes les œuvres historiques et scientifiques, et en général toute la littérature mondiale.

Le S.E.L. vous procurera les ouvrages épuisés que vous cherchez en vain.

De plus, le S.E.L. vous communiquera gratuitement sur simple demande une bibliographie complète sur tous les problèmes.

VOUS N'AUREZ PAS À VOUS DERANGER. LE S.E.L. VOUS ENVERRA FRANCO DE PORT VOS COMMANDES À DOMICILE.

LEON TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie, édition abrégée	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.)	1.800 fr.
La Révolution trahie	600 fr.
Staline	750 fr.
Le programme de transition de la IV ^e Internationale.	

BELDEN

La Chine ébranle le monde	690 fr.
---------------------------	---------

ROSMER

Moscou sous Lénine	600 fr.
--------------------	---------

D. GUERIN

Au service des colonisés	750 fr.
--------------------------	---------

DEUTSCHER

La Russie après Staline	480 fr.
Trois cours de l'École Internationale de Cadres de 1952.	
L'économie marxiste	100 fr.
La philosophie marxiste	100 fr.
L'histoire du mouvement ouvrier	100 fr.
Sept Jeunes Français en Algérie	50 fr.

S.E.L.

DEMANDEZ SON CATALOGUE CLASSE PAR SUJET ET PAR PAYS.

Tout militant ouvrier doit lire et relire

"MA VIE"

de Léon TROTSKY

(Nouvelle Édition de la N.R.F.; 1.150 fr.)

L'exaltant récit d'un demi-siècle d'action révolutionnaire et de révolutions.

Liste de Souscription

Leroux : 300. Liste : 1.259 ; 1.200. Liste : 9.317 ; 2.700. Vincentti : 500. Anonyme : 1.000. Liste : 1.467 ; 1.650. Morice : 1.000. Jojo : 1.000. R. Léon : 1.000. Total : 10.350.

Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis
Le Gérant : P. FRANK.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Profession

Adresse

Abonnement

Je vous adresse la somme de

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr.
Sous pli fermé : 600 fr.

Envoyer le bulletin ci-dessus et régler par mandat ou en timbres-poste à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu, Paris (2^e).
C.C.P. 6965-68 PARIS

PERMANENCE de LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

64, Rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro : Bourse

Permanence :

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, toute l'après-midi

LA VIE DU PARTI

Les travaux du Comité Central

Le Comité Central s'est réuni au mois de septembre. Conformément aux décisions prises à l'issue du 10^e Congrès National de notre Parti, la partie principale de ses travaux a porté sur les problèmes d'organisation et plus particulièrement sur le journal.

Le C. C. discuta de la situation politique actuelle, sur un rapport du camarade P. Frank. La résolution politique adoptée à l'unanimité, dont des extraits sont publiés ci-après, résume les principaux points de cette discussion.

La deuxième partie du C.C. comportait le rapport d'organisation du camarade

Dumas sur la base de la résolution d'organisation présentée au 10^e Congrès National et qui n'avait pu être discutée alors. Le rapport d'organisation a redéfini les tâches de notre Parti en fonction de notre compréhension juste de l'évolution du mouvement ouvrier de ce pays, à l'étape actuelle de cette évolution et à l'échelle de nos forces.

Enfin, le C.C. termina ses travaux par une discussion fructueuse sur le journal. Les propositions présentées par le camarade Perier et résumées dans la résolution du C.C. furent amplement discutées par tous les camarades.

LE GOUVERNEMENT MENDES FRANCE ET LES PARTIS OUVRIERS

(Extrait de la résolution politique adoptée par le Comité Central)

1. — Depuis sa constitution, le gouvernement Mendès-France a apporté des changements importants dans certains domaines où la politique du capitalisme français avait abouti à une impasse.

a) Au Vietnam, l'impérialisme américain n'étant pas prêt à élargir la guerre en un conflit mondial, il n'y avait plus, après Dien-Bien-Phu, pour le capitalisme français, qu'à cesser une guerre désormais perdue...

b) En Tunisie, le gouvernement Mendès-France, passant outre à des résistances de colons et de fonctionnaires français, a rétabli le contact avec la bourgeoisie tunisienne, devant la crainte d'un développement du mouvement armé des fellaghas échappant au contrôle du Néo-Destour. Celui-ci a, pour la même raison, abondé dans la politique du gouvernement Mendès-France, mais la reprise des pourparlers, si elle peut freiner un moment la lutte des masses, ne tardera pas à montrer les limites des concessions impérialistes, ainsi que l'attitude véritable de la bourgeoisie tunisienne ; ainsi les masses seront conduites à une étape de politisation plus grandes.

Une opération similaire est recherchée au Maroc, mais la situation dans ce pays se présente encore plus défavorablement qu'en Tunisie pour effectuer une opération aussi limitée.

2. — La C.E.D. a été repoussée par le Parlement après que Mendès-France ait fait une tentative pour la faire passer avec quelques amendements.

La politique atlantique dans son ensemble n'est pas mise en cause par les diverses fractions du capitalisme français. Les difficultés proviennent avant tout de la résistance au réarmement de l'Allemagne de couches qui espèrent encore pouvoir disputer à l'Allemagne capitaliste la première place sur le continent européen.

Dans les mois qui viennent, les Etats-Unis exerceront une pression considérable pour imposer ce réarmement ce qui ne manquera pas d'exacerber les antagonismes au sein des formations bourgeoises.

3. — Si importantes que puissent être les modifications de politique dans certains domaines, le gouvernement Mendès-France n'a pas, et ne pouvait pas, modifier la situation générale de la France — qui dépend avant tout de sa structure surannée de capitalisme économiquement dépassé sur le plan de la concurrence mondiale...

4. — Le plus important changement provoqué par le gouvernement Mendès-France, c'est la modification des rapports entre le gouvernement et les diverses classes du pays...

Le gouvernement Mendès-France, en lâchant du lest sur quelques points qui étaient d'ailleurs impossibles à maintenir sans danger, a cherché à trouver une base dans de larges couches de la petite bourgeoisie qui s'orientaient à gauche, et à préparer le retour du P.S. dans une majorité gouvernementale.

5. — L'attitude des directions des partis ouvriers a énormément contribué à semer le trouble dans les masses travailleuses, mais il n'y a chez celles-ci aucune illusion : le sentiment dominant est l'attentisme...

Mais même si l'expérience Mendès-France se développait pendant un certain temps dans une sorte de tranquillité sociale, cette expérience est en train d'exercer une influence considérable dans la conscience des masses et notamment des militants du P.C. et du P.S.

6. — Le Parti Socialiste est à présent engagé dans une crise grave du fait que sa direction a donné la première place à la question de la C.E.D., contre la volonté de la grande majorité du Parti et visiblement en opposition à la majorité des élus...

La crise du P.S. peut actuellement évoluer indépendamment du poids du P.C., en raison de l'absence de politique unitaire de celui-ci... Cette crise, d'autre part, rend

plus difficile la participation du P.S. à un gouvernement.

7. — Le Congrès d'Ivry du P.C. était une opération destinée à resserrer les rouages organisationnels, non à modifier la politique de ce parti.

Au lendemain du Congrès, la direction a manifesté son opportunisme le plus foncier en accordant sa confiance à un gouvernement bourgeois qui ne promettait rien d'autre que d'essayer d'arrêter la guerre d'Indochine dans l'espace d'un mois ; en appuyant toutes les tractations diplomatiques de Genève ; en appuyant la politique gouvernementale en Tunisie ; en menant le combat contre la C.E.D. avant tout sur la base chauvine qui fut fortement critiquée dans la Tribune de Discussion qui précéda le Congrès. Sur la question du programme économique du gouvernement, la direction du P.C.F. est passée dans l'abstention, ne voulant pas susciter d'obstacles au gouvernement mais craignant de se mettre en mauvaise posture par rapport aux masses.

Cette politique opportuniste est évidemment dictée par l'alignement sur la diplomatie du Kremlin et par l'espoir de pouvoir manœuvrer le gouvernement et la bourgeoisie française par des votes parlementaires.

Cette politique ne semble pas apparemment avoir suscité de crise dans les rangs du PCF. Mais l'esprit critique qui s'était manifesté avant le Congrès d'Ivry est bien loin d'avoir été émoussé, c'est peut être la première fois que l'on voit une direction de Fédération, (Doubs) voter une résolution faisant des réserves sur une position du Parti... La crise rebondira quand les militants s'apercevront que ces mesures ont été imposées au capitalisme français par sa faiblesse même et qu'il a pu utiliser le temps et la confiance que lui ont faite les directions ouvrières pour mieux se préparer contre les masses.

8. — Dans le cadre général des tâches fixées par le 10^e Congrès de notre Parti, nous devons expliquer le caractère de la politique du gouvernement Mendès-France, la politique des directions ouvrières à l'égard de ce gouvernement, politique qui, au lieu d'armer les travailleurs pour les combats qu'ils auront à affronter, porte le trouble et confusion sur une opération qui n'a pour but que de tenter un redressement de la situation du capitalisme français.

Lisez dans...

IVE INTERNATIONALE

Revue du Comité Exécutif International

Les documents du 4^e Congrès Mondial
(n^{os} de Décembre 1953 - Février 1954 -
Août 1954) — Les 3 numéros : 400 fr.

Le prochain numéro
paraîtra en Novembre

avec un article de Trotsky,
inédit en français,
et des études sur la Chine, le Brésil,
l'Allemagne, etc.

Le numéro : 150 fr. — Abonnement de
six numéros : 600 fr. à « La Vérité des
Travailleurs ».

L'affaire des "fuites" de la Défense Nationale

On croirait assister à ne séance des « tribunaux comiques ». Je suis humanitaire, déclare le député radical A. Hugues ; il était fatigué, nous lui avons permis de se reposer, écrit Le Figaro ; Baranès est moralement un communiste 100 % (qui émargeait chaque mois à la Préfecture) ; le commissaire Dides est naïf qui s'est fait duper par Baranès, le ministre Fouchet qui a eu la malchance de déjeuner avec un flic américain (probablement aussi naïf)... Tous se trouvant pour crier : sus aux espions communistes !

Tout d'abord, les fameuses « fuites » de Turpin et Labrusse apparaissent ne pas être autre chose que ces conversations courantes entre les hommes politiques de tous les partis, certains ont pu alerter d'Astier de la Vigerie qui, à son tour, en a fait part... à l'époque à Mendès-France, député d'opposition.

Pour faire tomber celui-ci devenu président du Conseil, un clan dans lequel se trouvaient Brune, ancien ministre de l'Intérieur spécialiste des pigeons, et Baylot ex-militant syndical devenu Préfet de police, a eu l'idée de monter une provocation, une affaire d'espionnage liant des personnalités du gouvernement avec la direction du PCF. Les Dides, Baranès, Delarue se mirent à la fabrication de documents, avec l'aide de services américains.

Le gouvernement dut avoir vent du complot le menaçant qui, commençant avant la conférence de Londres, devait se terminer par un enterrement sans gloire au congrès radical de Marseille, et il brisa l'opération montée contre lui en prenant la main dans le sac les deux comparses Dides et Baranès. Les Brune, Martinand-Desplats devaient battre en retraite.

Mais il n'y a pas de petit profit. La provocation pouvait encore servir contre le PCF. C'est ce parangon des bonnes mœurs, Wybot, qui donna la ligne : Dides était tombé dans un piège de Baranès, agent du PC !

La direction du PCF en la personne de Duclos a déclaré tout dernièrement qu'elle commence à comprendre l'affaire ; le lendemain l'Humanité a publié une liste de questions, dans lesquelles elle met en cause l'équipe Mendès-France qui veut se servir contre le PCF d'une partie de la machination montée par l'équipe rivale.

Pour ne pas manquer à sa tradition, surtout à un moment où sévit un lourd malaise dans ce parti en raison du soutien et de la confiance accordés au gouvernement Mendès-France, la direction stalinienne, tout en dénonçant la machination policière, fait une fois de plus l'amalgame entre les provocateurs à la Baranès et les opposants à la politique de collaboration de classe, en premier lieu les trotskystes. Mais les militants communistes conscients ne se laisseront pas prendre à cette manœuvre : ils savent aisément faire la différence entre les agents des services de police, qui — pour mieux opérer — font preuve du grand conformisme à la ligne du parti, et les militants révolutionnaires.

Les complots policiers ne sont vraiment pas nouveautés, la prossièreté avec laquelle le dernier a été monté ne l'est également pas. Mais un complot de cet ordre ne survient pas à n'importe quel moment. L'équivoque qui sévit autour du gouvernement et qui trouble de larges masses doit être dissipée dans un sens ou un autre à l'avenir, mais elle crée à présent une atmosphère favorable aux mauvais coups dans l'ombre.

C. HENRY.

La réponse de la Direction du P.C.F. à la Fédération du Doubs

LE Bureau Fédéral du Doubs et du Territoire de Belfort du P.C.F. envoyait le 18 août dernier une demande d'explication au Secrétariat du Parti sur l'abstention du groupe parlementaire communiste lors du débat à l'Assemblée Nationale relatif aux projets économiques et financiers du gouvernement Mendès-France. La réponse du Secrétariat fut publiée dans France Nouvelle et les Cahiers du Communiste n° 8 et 9. Les « arguments » du Secrétariat peuvent se résumer de la manière suivante :

LE Bureau Fédéral a eu tort d'examiner le problème des pleins pouvoirs sollicités comme une question isolée. Il y a une demande de plein pouvoir, mais il faut tenir compte que cette demande émane du gouvernement Mendès-France « aussi dans le cas qui nous occupe, fallait-il tenir compte, non seulement du contenu de la politique financière et économique annoncée par le gouvernement, mais aussi de ce que représente ce gouvernement dans l'évolution de la situation politique française et de ses actes antérieurs à la demande des pleins pouvoirs » Cahiers du Communiste n° 8-9 1 113. D'après l'Humanité la formation du gouvernement Mendès-France serait due exclusivement à la pression des masses en France. La direction du PCF oublie de dire que c'est avant tout la défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu qui a contraint la bourgeoisie à l'armistice sur lequel il n'était, vu la situation, au pouvoir d'aucune équipe ministérielle de revenir. Ceci étant dit, bien entendu l'opération Mendès-France de par sa nature ne pouvait qu'être la continuation de la politique atlantique et le refus de satisfaire des revendications des travailleurs. Voilà ce que représente le gouvernement Mendès-France, et c'est parce que le PCF ne l'a pas compris ou pas voulu comprendre, préférant se bercer d'illusions qu'il a cru « possible d'appeler le gouvernement, les parlementaires, le peuple travailleur à de nouveaux pas en avant » Cahiers du Communiste p. 1 114. C'est parce qu'il n'a pas analysé dans son ensemble l'opération Mendès-France que précisément le PCF a fait l'erreur de voter l'investiture et s'est abstenue lors du débat sur les pleins pouvoirs. Les arguments du Secrétariat se retournent contre lui. Le contenu de l'Humanité relève d'ailleurs que la direction vit au jour le jour, elle n'est pas capable de prévision et par conséquent de prendre des mesures qui s'adaptent à la situation.

LES prévisions de la Vérité des Travailliers du mois d'août concernant le gouvernement se sont vérifiées : mise sur pied du pacte impérialiste de Manille, recherche d'un succédané de la C.E.D. (accords de Londres) qui a beaucoup plus de chances d'être agréé par le Parlement que la première mouture, refus d'augmenter les salaires, sans compter la répression anti-communiste qui suivra comme l'exploitation de l'affaire Baranès en donne un avant-goût. Rien n'y manque. Le Bureau Fédéral du Doubs a absolument raison d'écrire « ... que les changements survenus dans la situation politique (on vient de voir quels

« J'ai paralysé l'action des Communistes »

Mendès France

QUI A PARALYSE LE P.C.F. ?

Le 27 septembre dans une interview accordée à l'U.S. News, Mendès-France se vantait d'avoir paralysé la propagande communiste. Gilles Martinet dans France-Observateur (numéro du 30 septembre) écrivait « la gauche est-elle paralysée ? » et cela s'appliquait tout particulièrement à l'endroit du Parti Communiste Français.

Il suffit d'entendre les militants du PCF pour se rendre compte que les propos de Mendès-France correspondent à quelque chose. Les militants se plaignent de l'équivoque qu'entretient l'Humanité sur le gouvernement. Ils réclament des explications et le cas du Bureau Fédéral du Doubs et du Territoire de Belfort n'est qu'un cas parmi d'autres.

« Maintenant que faut-il expliquer aux masses ? » (sans doute ne sachant que répondre, la direction de la Section du PCF des usines Renault s'est contenté de reproduire de l'Humanité un article de Pierre Courtade). « Le gouvernement Mendès-France va-t-il participer à la mise en place d'un succédané de la CED ? » « Le soutient-on ou ne le soutient-on pas et jusqu'à quand ? » « Ne faudrait-il envisager une mobilisation de masses pour le renverser et le remplacer par un autre gouvernement qui satisfera les revendications de paix et de salaires des travailleurs ? » Telles sont les questions que posent les militants.

La direction du PCF ne peut pas ne pas tenter de calmer toutes ces inquiétudes. Elle s'y essaie dans l'Humanité. Voici les réponses : La lutte contre la guerre ce n'est pas la lutte pour un gouvernement qui refuserait de s'associer en Asie et en Europe et ailleurs au plan de l'impérialisme, par conséquent la lutte contre le gouvernement Mendès-France « là n'est pas le plus important. Le plus important c'est de faire en sorte que la pression de la nation soit plus forte que celle de ses ennemis ». (Etienne Fajon, l'Humanité du 27 septembre) et André Still précise quelques jours après : il faut « multiplier les délégations... ». Mais il se trouve de moins en moins de militants pour croire que ces moyens sont suffisants.

changements N.D.L.R.) ne suffisent pas à expliquer l'abstention du PCF dans ce vote d'un projet réactionnaire ».

Il y a un autre « argument » « la seule tactique juste consistait donc à informer des réserves, critiques et reproches que nous adressions au plan économique présenté, tout en ne faisant rien qui puisse gêner le rapprochement, l'action commune des travailleurs et des masses populaires qui faisaient crédit à Mendès-France... ». C'est vrai que certains éléments de la petite bourgeoisie et peut être aussi certains ouvriers se faisaient des illusions sur Mendès-France, mais précisément le PCF devait dissiper ces illusions. L'équivoque entretenue par l'Humanité facilite la tâche de Mendès-France qui cherche à égarer les éléments hésitants.

POUR terminer le Secrétariat répond que le Bureau Fédéral suréstime l'aspect parlementaire de la lutte des classes. Dans cette affaire qui encourage les illusions parlementaires : ceux qui demandent que l'on vote contre Mendès-France ou ceux qui accréditent l'idée, en s'abstenant, que le Président du Conseil des ministres et le Parlement tiendraient compte de la volonté des travailleurs ?

Alors pourquoi cette politique vouée à l'échec ? Les dirigeants du PCF pensent que Mendès-France ouvre la voie à la rupture de l'alliance atlantique et européenne. C'est une illusion qu'ils ne devraient pas avoir. Combien de fois croyant manœuvrer la bourgeoisie ont-ils été manœuvrés par elle ? Par les bourgeois qui participèrent au Front Populaire notamment Edouard Daladier. Pendant la période du tripartisme de 1944 à 1947 pour ne citer que deux exemples.

Le PCF ménage Mendès-France. Il n'y a aucune raison à cela. Le gouvernement de Mendès-France c'est la participation à la coalition impérialiste (accord de Londres et Pacte de Manille). C'est la continuation de l'exploitation colonialiste en Afrique du Nord, c'est le refus d'augmenter les salaires. **Où mène cette politique de ménagement ?** Elle facilite la réalisation des plans réactionnaires du gouvernement qui, profitant du répit qu'on lui laisse n'hésitera pas ultérieurement à passer à l'offensive contre les masses et le PCF.

Le Parti Communiste Français devrait dissiper l'illusion. Sans doute depuis quelques jours l'Humanité hausse le ton. André Still le 5 octobre ne tait pas les raisons pour lesquelles Mendès-France a paraphé les accords de Londres qui sont des raisons de classe, mais le jour suivant dans un communiqué la direction n'en tire pas d'autre conclusion qu'être prête « ... à agir, en commun, dans le pays, comme au Parlement, avec toutes les forces politiques et sociales qui s'opposent à la renaissance du militarisme allemand ». Il s'agit toujours de tentative d'action commune avec une bourgeoisie qui n'en veut pas ; il n'est pas question de la nécessité de renverser Mendès-France et de mobiliser les masses pour la formation d'un gouvernement qui ne s'associera pas aux accords impérialistes de Londres et de Manille qui donnerait satisfaction aux revendications ouvrières et procéderait aux premières mesures anticapitalistes. Nous l'avons dit et répété un tel gouvernement qu'exige la situation ne peut être qu'un gouvernement PCF-PS. Par conséquent la direction du PCF devrait pratiquer une véritable politique de Front unique et non celle qu'elle pratique actuellement qui n'a pour résultats, non négligeables d'ailleurs, que d'obtenir des prises de position de conseillers municipaux, de militants isolés ou d'organisation de base en nombre insuffisant. Le Parti Communiste Français doit s'adresser à tous les échelons du PS. Ainsi il mettrait en difficulté vis-à-vis des socialistes favorables à l'unité d'action les dirigeants S.F.I.O. qui devraient céder ou seraient submergés.

Ce n'est pas Mendès-France qui a paralysé le PCF, c'est le PCF lui-même qui s'est paralysé en entretenant dans les masses l'équivoque au sujet de Mendès-France, au lieu d'expliquer clairement ce qu'il représente. Cela Gilles Martinet, qui joue au professeur de marxisme, ne le dit pas lui qui n'a pas peu contribué d'ailleurs à semer des illusions au sujet de l'actuel gouvernement. La classe ouvrière désire combattre comme elle l'a manifesté en Août 1953 et depuis, mais il faut que les directions ouvrières tracent les perspectives.

Le mécontentement qui s'était déjà manifesté dans la tribune de discussion de l'Humanité au moment de la préparation du XIII^e Congrès augmentera et le nombre de militants du PCF réclamant de leur direction une politique de classe ira en grandissant.

R. MERLIN.

LE VIET NAM après le «CESSEZ-LE-FEU»

Entretien avec les camarades HA CUONG NGHI et DO TINH

Du Bureau de la Section Vietnamienne de la 4^e Internationale

— Quelles conséquences aura l'accord de Genève sur le développement de la lutte des masses vietnamiennes ?

Nghi — L'accord de Genève est avant tout la consécration de la défaite de la politique de l'impérialisme. Après 8 ans de guerre, des milliers de morts et des milliards engloutis, l'impérialisme a dû reculer laissant la moitié du pays entre les mains des forces de la Résistance vietnamienne.

Ceci dit, je pense qu'il serait erroné, de sous-estimer le danger que comportent certaines clauses des accords.

Premièrement, c'est le problème du partage provisoire du pays. L'impérialisme français poussé et dominé par l'impérialisme américain, se lancera sûrement dans des manœuvres qui viseront à retarder ou empêcher l'organisation des élections générales prévues pour l'année 1956. Chacun sait que ces élections, si elles peuvent se faire librement dans les conditions normales et démocratiques, apporteront la victoire complète de Ho-Chi-Minh.

Deuxièmement, la date des élections fixées dans un délai de 2 ans, (au lieu de 6 mois comme le demandait le délégué Pham-Van-Dong) donnera le temps aux fantoches de déployer toutes leurs manœuvres d'obstruction.

Troisièmement : la présence du corps expéditionnaire qui, selon les accords, se prolongera jusqu'au moment des élections et au delà.

Les accords stipulent que les troupes françaises ne s'en iront que quand « le gouvernement du pays » en manifestera le désir. Cette présence pèsera lourdement sur la destinée du Vietnam.

Quatrièmement : c'est la possibilité pour les gouvernements royaux du Cambodge et du Laos de céder les bases aux impérialistes quand ils jugeront que « la sécurité de leur pays est menacée ».

Tous ces dangers, il faut en être conscient et il faut préparer les masses à les combattre et à les surmonter.

Tinh — L'idéal pour le gouvernement américain serait de hisser au pouvoir à Saigon une sorte de Syngman Rhee vietnamien. Mais la situation ne se prête point à une réédition de l'entreprise de la Corée du Sud. Chose d'abord très délicate : c'est à chaud qu'il faut opérer au Vietnam. Autre facteur d'importance : c'est le gouvernement Ho Chi Minh qui a conquis de haute lutte l'indépendance du Vietnam. Tout le personnel politique de la squellette bourgeoise vietnamienne se compose notoirement

d'invidus corrompus, tarés, vomis par tout le peuple. Enfin, les éléments bourgeois sont profondément divisés par des intérêts concurrents. Toutes les cliques possèdent leur fief, leur territoire, leur armée propre et constituent autant d'états dans l'Etat.

Le support de Ngo-dinh-Diem, c'est purement et simplement l'ambassade américaine et les dollars qu'elle fait miroiter. La force du dollar n'est certes pas négligeable en ce monde, elle me paraît néanmoins notoirement insuffisante pour faire échec à l'immense élan révolutionnaire du peuple vietnamien qui vient de remporter d'éclatants succès.

L'effort américain sera, certes, important et redoutable au Sud Vietnam. Il facilitera le jeu de la provocation et comporte de nouveaux risques de conflit armé. Dès à présent l'américanisation se manifeste sous des formes multiples. Toute une littérature riche en couleurs vante, en langue vietnamienne, les vertus de l'Amérique, championne de la liberté et des forces du « monde libre » face à « l'agresseur communiste ». Le marché de Saigon est inondé par les produits américains bien que ceux-ci se soient heurtés jusqu'ici à des tarifs douaniers assez élevés. On a même assisté en dépit de risques de l'état de guerre à un petit effort d'investissement des capitaux américains. Enfin, la mission militaire américaine est condamnée maintenant par un des généraux U.S. les plus en vue, l'ancien commandant en chef des troupes terrestres de l'Asie, le général O' Daniel. Il n'est pas douteux que les américains finiront par faire la relègue des instructeurs français dans la formation et l'entraînement de « l'armée nationale vietnamienne ».

— Quels sont, dans la nouvelle situation, les perspectives de la section vietnamienne de la IV^e Internationale ? Quels sont les solutions et les mots d'ordre que vous mettez en avant ?

Nghi — Les forces bourgeoises qui ont échoué lamentablement jusqu'ici dans la tentative d'instaurer un pouvoir tant soit peu viable et de se trouver une base populaire n'ont pas davantage de chance de parvenir à leurs fins aujourd'hui. Elles continueront à donner le spectacle de leur division et de leur décomposition. Il n'y aura, à mon avis pas d'autres solutions pour les impérialistes que d'instaurer finalement un gouvernement fortement dictatorial pour surmonter toutes les difficultés. On tentera de pallier à l'inconvénient que représente l'élimination des moyens démocratiques en faisant déferler le maximum de crédits américains

et français destinés à améliorer la situation économique.

La ligne des révolutionnaires vietnamiens est tout tracée. Ils combattront toutes ces entreprises réactionnaires. Ils feront échec à toutes les tentatives destinées à éterniser la division du pays. Ils lutteront pour la libre expression des volontés du peuple vietnamien. Ils exigeront des élections immédiates dans le Sud en vue de la désignation d'un gouvernement conforme aux désirs populaires.

Ce gouvernement qui devra tout mettre en œuvre pour hâter la réunification devra entretenir des maintenant des relations courtoises et suivies avec le gouvernement du Nord.

Sans plus attendre, les révolutionnaires œuvreront dans le Sud à développer le courant populaire et les organisations de masses favorables à la collaboration et à l'unification rapide avec le Nord. Ce combat ira de pair avec la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers et des paysans, et, plus spécialement, pour la réforme agraire, pour le développement des comités populaires et l'instauration de leur contrôle dans la production, dans la distribution et dans l'administration de l'Etat.

Tinh — Avec l'entrée de Ho Chi Minh à Hanoi, de nouvelles perspectives et nouvelles tâches s'ouvrent aux masses vietnamiennes du Nord qui se trouvent à l'avant-garde. La lutte armée est terminée quoi qu'il importe de demeurer vigilant. La lutte sociale et politique vient maintenant à l'avant plan. Quittant le maquis et les régions montagnardes pour prendre possession des grandes villes et les régions les plus

populeuses, le gouvernement Ho Chi Minh doit faire face à quantité de problèmes nouveaux tels que la remise en route et la gestion des grandes entreprises et des moyens de communication, l'organisation d'une masse ouvrière, l'instauration d'une nouvelle administration le choix de la structure du nouvel Etat, etc... L'unification du pays sera dans le Nord aussi le problème numéro 1. Le pays ne sera véritablement et entièrement indépendant que le jour où il sera unifié. Les ressources du Nord surpeuplé en denrées alimentaires, principalement en riz, sont insuffisantes. L'apport du Sud dans ce domaine revêt une réelle importance.

Le moyen décisif que possède le Nord pour rendre inéluctable l'unification du pays c'est de remplir pleinement son rôle de région pilote. Le Nord doit aller délibérément de l'avant dans la voie du progrès, dans la lutte pour une société meilleure, pour une société socialiste. La condition première c'est l'établissement d'une démocratie ouvrière véritable, d'un authentique contrôle populaire dans tous les domaines de l'Etat. C'est le moyen radical pour couper court à toutes les campagnes de calomnies contre la « dictature » communiste.

Le problème de réforme agraire doit enfin trouver sa solution en donnant la terre à ceux qui la travaillent et en extirpant toute forme d'usure. Les biens des traitres, des mandarins féodaux doivent être confisqués, les grandes entreprises, nationalisées et placées sous contrôle ouvrier. Il n'y a pas d'autre moyen pour œuvrer à l'unité et l'indépendance du Vietnam que de parachever la Révolution.

CONTRE LA RÉSIDENCE FORCÉE

imposez le Droit pour

MESSALI HADJ

de retourner librement

en ALGÉRIE

LE GOUVERNEMENT IBANEZ ET LES MASSES

Peuplé d'à peine six millions d'habitants, le pays s'étend comme une ceinture loquée étroite et de 4 000 kms de large, enserrée entre le cordillière des Andes et l'océan Pacifique. La zone Nord est une vaste région désertique où se trouvent les principaux gisements miniers de cuivre et de nitrate qu'exploite l'impérialisme américain. L'extrême sud est au contraire une région peu peuplée, couverte en partie de forêts vierges et consacrée à l'élevage intensif d'immenses troupeaux de moutons. La grande masse de la population se trouve dans la zone centrale. Là se trouvent les grandes villes avec leurs concentrations industrielles et les plus riches zones agricoles.

La population indigène qui avait survécu à la colonisation espagnole fut dépossédée et liquidée physiquement pendant la seconde moitié du 19^e siècle, lors de la grande expansion agraire qui ouvrit la voie au développement de l'exploitation minière.

Jusqu'aux années qui suivent la première guerre mondiale, la structure du pays était typiquement semi-coloniale : prolétariat existant dans les exploitations minières impérialistes ; prédominance dans les zones urbaines d'un artisanat arriéré ; de nombreuses couches de la population nomades, tant paysannes qu'urbaines et une classe dirigeante formée de grands commerçants et gros propriétaires fonciers intimement liés aux exploitations et au commerce impérialistes.

Le développement capitaliste a été particulièrement soutenu et croissant pendant les quinze dernières années. Sa caractéristique la plus accentuée a été le rôle joué par l'appareil d'Etat. Celui-ci a mis le gros de ses ressources en dollars au service du capitalisme ; il a obtenu de forts crédits

extérieurs, destinés à l'industrialisation ; il a accordé des primes d'exportation à certaines industries et un système de change préférentiel a favorisé les importations de matières premières pour l'industrie.

L'Etat bourgeois a impulsé un capitalisme d'Etat qui a changé fondamentalement la physionomie du pays. Aujourd'hui, 65 % de la population vit dans les villes. Le prolétariat constitue la classe majoritaire de la nation, atteignant un nombre de près d'un million.

Dans les campagnes la situation s'est fondamentalement transformée avec l'existence d'un prolétariat agricole de près d'un demi million de travailleurs. Ce développement capitaliste effectué sans exproprier l'impérialisme et sans toucher aux privilèges des vieilles couches de propriétaires fonciers a favorisé l'unification des intérêts des couches industrielles et foncières et de ces dernières avec l'impérialisme.

La lutte de classe se développe actuellement au Chili, amenant à des chocs toujours plus amples et décisifs entre les classes antagonistes. Le gouvernement Ibanez, ayant perdu tout appui populaire et incapable de surmonter la crise de structure qui ronge le ciment de l'édifice capitaliste, prétend maintenant se transformer en champion de l'ordre bourgeois.

La situation sociale qui servait de fond aux élections présidentielles de 1952 nous montrait un prolétariat qui commençait à se mettre de la défaite cruelle que lui avait infligé la politique de répression du président Gonzalez qui lui avait fait perdre confiance en la politique stalinienne. D'autre part, le développement et la concentra-

tion du capitalisme avait mené à la ruine et au désespoir des milliers de petites entreprises urbaines et la petite bourgeoisie rurale. Dans ces conditions et contre les can-dats bourgeois, Ibanez put incarner de façon transitoire les espérances du mouvement de masses montant.

Ce mouvement a poursuivi naturellement sa montée. La classe ouvrière est parvenue à construire une centrale syndicale qui regroupe la grande majorité organisée de la classe, mais qui est encore loin de représenter son énorme potentiel inorganisé.

Les nécessités du régime capitaliste ont amené le gouvernement Ibanez à exagérer les mesures destinées à le favoriser, dans une situation où le développement capitaliste a amené l'Etat au bord de la banqueroute financière et où l'inflation continue et terrible amène le prolétariat aux limites de l'exaspération.

Dans les derniers mois, les grèves et conflits se sont généralisés rapidement et ont acquis un caractère de crise politique qui a causé même des chutes et des changements de Cabinet. Dans ces conditions, le gouvernement excité et appuyé par la bourgeoisie essaye désespérément de regagner du terrain sans forcer une décision pour laquelle il n'est pas préparé.

La classe ouvrière, pour sa part, a suppléé jusqu'à présent par sa combativité ; l'absence d'une direction politique de classe. Les vieux partis ouvriers persistent dans une politique couarde et collaborationniste.

L'avant-garde révolutionnaire des militants de la IV^e Internationale, qui compte des dirigeants avertis et enracinés dans la classe, s'oriente avec décision vers son intégration dans les grandes tâches que cette dernière a devant elle. La naissance et le développement d'un vaste courant prolétarien de gauche se dessinent actuellement comme prochaine étape de politisation du prolétariat chilien. Cette étape sera aussi celle du développement et de la consolidation du marxisme révolutionnaire au sein de l'avant-garde prolétarienne.

L'attention internationale s'est concentrée, cette année, sur le congrès du Parti Travailleiste. L'aile gauche, dont Aneurin Bevan est le représentant le plus en vue, avait déclenché une offensive qui, pouvait, si elle était victorieuse, amener un changement d'orientation du mouvement ouvrier anglais et, par là, influencer sur l'évolution de la situation nationale et internationale.

L'ENJEU DE LA BATAILLE

La CED et le réarmement allemand, ainsi qu'à un degré moindre la question de la bombe H, du pacte du Sud-Est Asiatique, étaient au centre des débats. La direction droitière s'était faite la servante zélée de tous les plans, quels qu'ils soient, tendant à la remilitarisation de l'Allemagne de Bonn. L'opposition, par contre, rejetait toute forme de réarmement allemand. Il ne faut pas croire toutefois, que les problèmes internationaux se sont posés au Parti Travailleiste isolément des autres questions intéressantes la classe ouvrière britannique. La lutte entre les deux tendances est liée au développement des luttes de classes ; et c'est, dans une large mesure, la proximité des élections générales qui a pesé d'un poids décisif sur l'ensemble du congrès. Les militants s'interrogeaient sur le programme et les méthodes capables d'assurer une défaite électorale aux conservateurs, en 1955.

La bataille entre la gauche et la droite pour la majorité a commencé plusieurs mois avant le congrès. Elle a été marquée, dans ses premières phases, par des progrès

Il y a 5 ans, les armées de Tchang Kai Chek étant battues par l'armée populaire de libération dirigée par le PC chinois, la République populaire de Chine était proclamée. Cette victoire du peuple chinois venant après des années de souffrances et de sacrifices immenses. Dans la marche de l'humanité vers le socialisme, elle se place actuellement immédiatement après la victoire d'Octobre. Elle est d'une importance exceptionnelle. Octobre 1917 avait sonné l'éveil des masses des pays coloniaux et semi-coloniaux. La victoire de la révolution chinoise constitue plus qu'une écrasante victoire d'un peuple opprimé sur l'impérialisme.

Sur le plan international, elle a eu une portée exceptionnelle qui n'a pas été suffisamment soulignée et qui n'est pas toujours bien comprise. La victoire de la Révolution russe en octobre 1917 avait arraché un morceau du monde au capitalisme ; mais celui-ci — bien que sérieusement atteint — conservait encore la prépondérance dans le rapport des forces mondial. Il était sur son déclin, mais gardait suffisamment de forces pour écraser le prolétariat allemand et les mouvements ouvriers de presque tous les pays européens. Mais venant après une deuxième guerre mondiale déchaînée par les rivalités inter-impérialistes qui abouti à un renforcement des positions de l'U.R.S.S. et une perte d'une partie de l'Europe occidentale pour le capitalisme, cette victoire de la Révolution chinoise a, par l'ampleur, l'immensité du pays, de sa population (le quart de l'humanité) amené une transformation qualitative, un déplacement du rapport de forces mondial en faveur du camp anticapitaliste et antiimpérialiste.

Ce déplacement du rapport de forces à l'échelle mondiale grâce à la Chine pourra connaître des fluctuations en fonction des avancées et des reculs de la révolution dans divers pays, mais non un renversement. C'est avec cette certitude, cette assurance que les militants d'avant-garde se doivent d'aborder les problèmes de la stratégie révolutionnaire et de la construction de partis révolutionnaires.

Ce changement profond, cet avantage passé dans le camp des masses, s'il n'est pas encore assimilé dans les rangs ouvriers, est très vivement ressenti par l'impérialisme américain qui est préoccupé de maintenir et de rétablir le régime capitaliste. Quelques-uns des plus hauts chefs politiques et militaires des Etats-Unis préconisent ouvertement la guerre immédiate contre la Chine pour empêcher le nouveau régime de se consolider. L'existence de la Chine populaire a fourni une aide précieuse aux peuples vietnamien et coréen dans leurs combats contre les armées supérieurement outillées des impérialistes. L'influence de la Chine libérée de l'oppression impérialiste s'exerce non seulement dans toute l'Asie, mais dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, en Indonésie, en Amérique latine, en Afrique.

5^e Anniversaire de la République Populaire

LES PROGRES ECONOMIQUES

La nouvelle République avait hérité d'une situation économique épouvantable. Dans ce pays où les forces productives avaient un niveau réduit, les années de guerre avec le Japon et de guerre civile avaient accumulé encore bien des destructions.

Dans les cinq années qui viennent de s'écouler, des progrès très appréciables ont été effectués qui ont permis dès 1953 de commencer à passer à une certaine planification de l'économie.

Il est très difficile de traiter avec précision ce qui se passe sur le plan industriel. Les données chinoises sont fournies en pourcentage de références qui ne sont pas toujours précises. Un des plus gros obstacles au développement industriel est, évidemment, l'absence de techniciens et de main d'œuvre qualifiée.

Mais la Chine, c'est avant tout la paysannerie chinoise : il y avait 100 paysans pour un ou deux ouvriers ! La paysannerie s'était soulevée pour obtenir la terre, et la révolution parce que dirigée par un parti ouvrier la leur accorda. Ce n'était qu'une étape.

Les dirigeants chinois parlent maintenant de la construction d'une société socialiste, mais c'est la tendance seulement. Les obstacles à une évolution tant soit peu rapide à la campagne sont considérables.

La tâche essentielle, c'est d'augmenter dans l'immédiat la production rurale, pour satisfaire la production urbaine, à un moment où le niveau de l'industrie n'offre pas encore la capacité d'absorber une partie importante de la campagne, et ce alors qu'il y a un manque d'outillage agricole, d'experts, etc... Il y a 7 000 agronomes en Chine contre 350.000 en URSS ! On cultive 100 millions d'hectares alors qu'on estime qu'il y a trois fois plus de terres arabes.

Mais avec une aide en outillage, techniciens, bien supérieure à celles que fournit l'URSS, on ne peut pas penser démarrer vite dans les campagnes. Le nombre des fermes collectives ou d'Etat est réduit, et il n'y a aucune raison valable de les augmenter exagérément.

Ce qui est à présent encouragé, stimulé dans les campagnes, c'est l'esprit d'entraide entre paysans.

Sur 110 millions de familles rurales, on estime que 48 millions sont engagées dans une sorte d'aide mutuelle, c'est-à-dire une association de travail d'une douzaine de

fermes au moment des semailles et des récoltes, associant le peu d'outillage et de bétail dont elles disposent. Il ne faut pas oublier le grand retard de la paysannerie chinoise.

Dans le 1^{er} plan quinquenal, il est prévu que, pour la fin de celui-ci, en 1957, environ 1/5 de la paysannerie sera dans des « coopératives de producteurs ». Il y en avait 14.000 à la fin de 1953, l'objectif de 1954 est de 40.000, et pour 1957, 800.000.

Que sont ces coopératives de producteurs ? Ce ne sont pas des kolkhozes. La terre appartient en privé à chaque paysan. Mais un assez grand nombre de familles s'entendent

par **Pierre FRANK**

pour que leurs terres privées soient gérées et exploitées en commun. Ainsi la coopérative de Chu An Di rassemble 18 familles, soit 76 personnes. Sur le revenu total de cette coopérative, 52% ont été payés en salaires, 40% en rentes aux propriétaires de la terre, et le reste a été employé pour « les besoins productifs et culturels de la communauté ».

Il n'y a pas de doute que cela ne constitue pas encore une étape très élevée, mais elle paraît correspondre aux conditions réelles. Evidemment, cette situation laisse le champ libre aux différenciations dans la campagne, à la formation de koulaks, etc... La fiscalité est utilisée par le gouvernement chinois pour tenir les koulaks, mais dans des limites données.

La paysannerie aurait payé en 1952 en impôt 12 % de ses revenus, ce qui constitue un grand allègement de son sort.

Un autre moyen de contrôle de la paysannerie, des processus qui s'y développent est fourni par l'utilisation du marché. Ainsi le commerce des grains, du riz, est un monopole d'Etat. Il est possible que cette mesure ait été prise d'une manière forcée, pour des raisons de pénurie, pour remédier à des famines ou les prévenir. Mais quelles que soient les raisons, il est certain que c'est un moyen très puissant pour agir sur la paysannerie,

ené à la ruine
le petites entre-
bourgeoisie ru-
contre les can-
at incarner de
ces du mouve-

i naturellement
e est parvenue
syndicale qui
é organisée de
e loia de repré-
l inorganisé.

capitaliste ont
nez à exagérer
favoriser, dans
pement capita-
de la banque-
ation continue
iat aux limites

grèves et con-
dement et ont
e politique qui
es changements
itions, le gou-
par la bour-
t de regagner
décision pour

part, a suppléé
combattivité
tique de classe
persistant dans
laborationniste.

re des militants
ui compte des
es dans la clas-
vers son inté-
ches que cette
naissance et l'
courant prolé-
nt actuellement
politisation d'
ape sera aussi
e la consolida-
naire au sein
ne.

L'attention internationale s'est concentrée, cette année, sur le congrès du Parti Travailleiste. L'aile gauche, dont Aneurin Bevan est le représentant le plus en vue, avait déclenché une offensive qui, pouvait, si elle était victorieuse, amener un changement d'orientation du mouvement ouvrier anglais et, par là, influencer sur l'évolution de la situation nationale et internationale.

L'ENJEU DE LA BATAILLE

La CED et le réarmement allemand, ainsi qu'à un degré moindre la question de la bombe H, du pacte du Sud-Est Asiatique, étaient au centre des débats. La direction droitiste s'était faite la servante zélée de tous les plans, quels qu'ils soient, tendant à la remilitarisation de l'Allemagne de Bonn. L'opposition, par contre, rejetait toute forme de réarmement allemand. Il ne faut pas croire toutefois, que les problèmes internationaux se sont posés au Parti Travailleiste isolément des autres questions intéressant la classe ouvrière britannique. La lutte entre les deux tendances est liée au développement des luttes de classes ; et c'est, dans une large mesure, la proximité des élections générales qui a pesé d'un poids décisif sur l'ensemble du congrès. Les militants s'interrogeaient sur le programme et les méthodes capables d'assurer une défaite électorale aux conservateurs, en 1955.

La bataille entre la gauche et la droite pour la majorité a commencé plusieurs mois avant le congrès. Elle a été marquée, dans ses premières phases, par des progrès

APRES LE CONGRES DE SCARBOROUGH

Tension accrue au sein du Parti Travailleiste

rapides de l'opposition. Toutes les prévisions sur un succès de la gauche au congrès avaient donc une base réelle. A la veille de l'ouverture de la conférence, 57 des 58 résolutions présentées par les organismes de base rejetaient le réarmement allemand.

La direction du Parti comprit mieux que personne le sens profond de la situation. Son opposition à toutes les idées de Bevan et de ses partisans reflète sa liaison irrémédiable avec la bourgeoisie anglaise, qui a assuré la stabilité de sa position bureaucratique. Dans le combat engagé, la droite défend sa propre existence en même temps que les intérêts capitalistes dont elle s'est fait l'agent. Pour elle, le problème était clair : il fallait empêcher la gauche de triompher sur la question décisive du réarmement allemand ; il fallait aussi, dans la mesure possible, lui porter un coup sévère en infligeant une nette défaite à Bevan au cours de l'élection au poste de trésorier du parti. Joignant les concessions apparentes aux manœuvres d'appareils, la direction prépara minutieusement le terrain.

LES TRAVAUX DU CONGRES

Le congrès s'ouvrit sur un rapport apaisant de Clem Attlee qui, de retour de Chine, voulut se poser en pèlerin de la paix, allant même

jusqu'à envisager, à la grande inquiétude de ses collègues de la direction, le retour de Formose à la Chine. Il est vrai qu'il se prononça également en faveur du pacte du Sud-Est Asiatique.

C'est ensuite que s'ouvrit le débat sur le réarmement allemand. Par l'intermédiaire de ses «grands hommes», Attlee et Morrison, la droite développa une série d'arguments en faveur de sa thèse.

Il apparut que la division du mouvement travailleiste sur une ligne de classe s'approfondissait avec le débat sur le réarmement allemand. Tel est, en dépit des for-

VIVE LA GRÈVE DES DOCKERS ET DES TRANSPORTS DE GRANDE BRETAGNE

mules souvent confuses et chauvines de Bevan et de ses amis, le sens profond de l'opinion qu'a manifestée la base du Parti.

La gauche marquait des points ; l'élection du Conseil Exécutif vint le prouver, puisque six sur sept des délégués des sections furent choisis parmi les opposants. La majorité du Parti était favorable à Bevan et à ses partisans. C'est la plus grande leçon du congrès qui, de l'avis des participants, atteint un niveau politique plus

élevé qu'aucun des congrès précédents. Le poids de l'opposition se fit sentir aussi au cours des autres débats où fut condamnée la politique anglaise d'oppression nationale à Chypre.

LA DROITE SE MAINTIENT

Lorsqu'on passa au vote sur le réarmement allemand la position de la droite fut adoptée à 200 000 voix de majorité. L'écart entre les deux positions était minime ; mais le succès remporté par la direction, malgré les avantages acquis par l'opposition pouvait surprendre. Il en était de même de l'échec, plus net qu'on ne pouvait supposer, de Bevan au poste de trésorier. On ne comprendrait pas ces résultats si l'on ne soulignait qu'ils furent obtenus à l'issue d'une bataille d'influence menée, le plus souvent dans la coulisse, sur le plan organisationnel. Dans ce combat la droite bénéficiait d'un appareil solidement constitué. Elle fit montre d'une cohésion bien supérieure à celle de la gauche. Consciente de l'enjeu du conflit, elle savait les compromis aussi inutiles qu'impossibles. Les mesures prises contre le journal Socialist Outlook sont significatives à cet égard. Ce journal joue, depuis six ans, dans le Parti Travailleiste un rôle très particulier. Seul organe vraiment ou-

(Correspondant). SUITE PAGE 8

de la République Populaire de Chine

fermes au moment des semailles et des récoltes, associant le peu d'outillage et de bétail dont elles disposent. Il ne faut pas oublier le grand retard de la paysannerie chinoise.

Dans le 1^{er} plan quinquennal, il est prévu que, pour la fin de celui-ci, en 1957, environ 1/5 de la paysannerie sera dans des «coopératives de producteurs». Il y en avait 14.000 à la fin de 1953, l'objectif de 1954 est de 40.000, et pour 1957, 800.000.

Que sont ces coopératives de producteurs ? Ce ne sont pas des kolkhozes. La terre appartient en privé à chaque paysan. Mais un assez grand nombre de familles s'entendent

par **Pierre FRANK**

pour que leurs terres privées soient gérées et exploitées en commun. Ainsi la coopérative de Chu An Di rassemble 18 familles, soit 76 personnes. Sur le revenu total de cette coopérative, 52% ont été payés en salaires, 40% en rentes aux propriétaires de la terre, et le reste a été employé pour «les besoins productifs et culturels de la communauté».

Il n'y a pas de doute que cela ne constitue pas encore une étape très élevée, mais elle paraît correspondre aux conditions réelles. Evidemment, cette situation laisse le champ libre aux différenciations dans la campagne, à la formation de koulaks, etc... La fiscalité est utilisée par le gouvernement chinois pour tenir les koulaks, mais dans des limites données.

La paysannerie aurait payé en 1952 en impôt 12 % de ses revenus, ce qui constitue un grand allègement de son sort.

Un autre moyen de contrôle de la paysannerie, des processus qui s'y développent est fourni par l'utilisation du marché. Ainsi le commerce des grains, du riz, est un monopole d'Etat. Il est possible que cette mesure ait été prise d'une manière forcée, pour des raisons de pénurie, pour remédier à des famines ou les prévenir. Mais quelles que soient les raisons, il est certain que c'est un moyen très puissant pour agir sur la paysannerie.

LA SITUATION POLITIQUE

Au 5^e anniversaire, l'Assemblée nationale a adopté une Constitution. Les dirigeants chinois disent que leur Constitution doit différer de celle de l'URSS, parce que là-bas le socialisme est réalisé tandis que la Chine se trouve dans une période transitoire. Il en résulte que, si la Constitution soviétique est beaucoup plus formelle que réelle car il n'est pas vrai que ce soit le socialisme, la Constitution chinoise correspond plus effectivement à la réalité.

La terminologie utilisée est celle de la «démocratie populaire», cette notion invertébrée imaginée par les staliniens à la fin de la guerre, lorsqu'ils voulaient conserver le régime capitaliste en Europe orientale. Mais, tout le contenu de la Constitution chinoise, c'est celui de la dictature du prolétariat. L'Etat de démocratie populaire est «dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans». Le développement du secteur d'Etat doit être prioritaire. La politique suivie est une vaste NEP envisageant «la limitation et la liquidation graduelle des exploitations de paysans riches», «l'utilisation, la limitation et la transformation de l'industrie et du commerce capitaliste». L'Etat peut procéder «à la réquisition, au retrait pour utilisation ou nationalisation de la terre et d'autres moyens de production à la ville et à la campagne.

L'organisation politique se rapproche du type soviétique. Les élections prévues sont à plusieurs degrés. Des élections à la base dans les villages et dans les districts municipaux. Puis des congrès municipaux et des congrès provinciaux, qui éliront des délégués, et finalement un Parlement national.

Quelle sont les caractéristiques de la loi électorale ? Est électeur et éligible n'importe qui à partir de 18 ans, sans distinction de nationalité, de sexe, d'emploi, d'origine sociale, de religion, de degré d'instruction, de condition sociale et de lieu de résidence. Seuls sont privés de ces droits les propriétaires fonciers dont l'appartenance de classe n'a pas encore changé, ainsi que les personnes privées de droits politiques.

Le plus important est ceci : la paysannerie représente 80 % de la population et la nation chinoise représente 93 % de la population du pays.

Aussi la loi prévoit : un député pour 800.000 habitants des campagnes, un député pour 100.000 habitants des villes industrielles de plus de 1/2 million d'habitants. Les représentations des minorités nationales sont garanties.

Le membre du CC, Teng Hsiao Ping, explique les mesures comme suit :

«Ces dispositions ont pour objet de faire correspondre le nombre des députés au rôle dirigeant de la classe ouvrière et aux intérêts du développement des minorités nationales».

L'EVOLUTION THEORIQUE

Dans le cadre de cet article nous ne pouvons traiter de manière suffisamment détaillée l'évolution politique de la direction du PC chinois (*). De 1925-27 où, guidée par Staline, elle voyait dans le Koumintang le «centre révolutionnaire», aux théories des années 1939-46 sur la révolution démocratique «et nulle autre», la voici à la transformation du pays en «un grand et glorieux Etat socialiste». A aucun moment, toutefois, cette évolution de la direction chinoise qui s'est opérée tout empiriquement n'a comporté une critique approfondie des théories passées. C'est la marche des événements qui l'a amenée à rompre avec la bourgeoisie dans la lutte contre l'impérialisme, à cesser ses tentatives de compromis avec la bourgeoisie et sa politique de freinage du bouleversement paysan, à prendre la direction de celui-ci ; et maintenant ce sont les nécessités qui l'amènent à oublier ses propres théories sur la longue période de démocratie bourgeoise pour parler d'une période de transition vers le socialisme.

Cependant elle a conservé bien des conceptions stalinien-nes. Notamment elle aussi se place sur le plan de la construction du socialisme dans le cadre d'un seul pays. Le socialisme mondial, c'est pour elle la simple addition de pays marchant indépendamment, même s'ils coopèrent sur certains plans, vers le socialisme. C'est une des raisons pour lesquelles la révolution chinoise, malgré son importance n'exerce pas en dehors de l'Asie un rayonnement comparable à la Révolution d'Octobre dont les dirigeants, Lénine et Trotsky en tête, se tournaient vers le prolétariat international en la présentant comme la pointe avancée de la révolution mondiale.

Mais la puissance même de la révolution chinoise, l'importance internationale qu'elle possède contribuent, indépendamment de ses dirigeants, à bousculer les conceptions nationales érigées, à courte vue, de ses dirigeants. La révolution chinoise n'a pas fait que détruire irrémédiablement l'équilibre du capitalisme mondial ; elle contribue dans les rangs ouvriers à miner les positions des directions bureaucratiques réformistes et stalinien-nes.

(*) Nous le ferons dans un article du prochain n° de Quatrième Internationale.

GREVES D'ALLEMAGNE OCCIDENTALE

par notre Correspondant **G. FRIEDMAN**

L'Allemagne occidentale vient de traverser sa période d'agitation sociale la plus intense depuis 25 ans. La grève des 120 000 métallurgistes de Bavière et des 15 000 ouvriers des services publics à Hambourg ; les négociations pour le renouvellement des contrats collectifs dans la métallurgie de Bade-Wurtemberg, de la Ruhr, dans les services publics municipaux et provinciaux de tout le pays, et chez les mineurs ont abouti à des augmentations de salaires variant de 4,5 à 10 % pour un ensemble de plus de 2 millions de travailleurs.

LE « MIRACLE ALLEMAND » REBONDIT CONTRE LE PATRONAT

Ces grèves ainsi que l'agitation qui accompagna le renouvellement des contrats collectifs, ne s'expliquent pas par des conditions de détresse dans lesquelles se trouverait la classe ouvrière allemande. Si en moyenne les salaires réels allemands se trouvent encore en-dessous de ceux de la Grande-Bretagne, de la Belgique, de la Suisse et de la Suède, ils ont connu depuis quatre ans une augmentation lente mais constante. Ce qui a poussé les travailleurs allemands au combat avec un acharnement qui a surpris les capitalistes, c'est l'opposition flagrante entre cette augmentation modeste du niveau de vie des masses et l'extraordinaire enrichissement de la bourgeoisie. Adenauer gagna les élections parlementaires, en septembre 1953, en concentrant son effort de propagande sur le « miracle économique allemand » : les succès de la reconstruction capitaliste, l'essor des exportations, la stabilisation de la monnaie, l'envolée des investissements. Les ouvriers ont lu des affiches et comparé ces chiffres astronomiques avec leurs maigres salaires et leurs armoires à linge à moitié remplies seulement, et encore au prix d'un endettement constant et dangereux. Voilà ce qui explique leur mécontentement et le malaise social croissant qui règne dans le pays.

« LA POLITIQUE EXPANSIVE DES SALAIRES »

Le mécontentement des masses ouvrières a pris bientôt la forme d'une crise de confiance envers l'organisation syndicale. Celle-ci possède une force potentielle énorme : 6 millions de syndiqués. Mais cette force n'a pas encore été utilisée pour obtenir une amélioration des conditions de vie ouvrière. Pendant des années, les chefs suprêmes des syndicats ont suivi une politique de collaboration de classe avec le patronat. Les cadres moyens et inférieurs des syndicats, en contact étroit et quotidien avec les travailleurs ont senti la méfiance qui montait parmi les ouvriers. Ils ont senti d'autre part l'arrogance et le renforcement quotidien de la puissance du patronat, qui enlève de mois en mois des droits d'usage aux représentants ouvriers dans l'usine. Pris entre ces deux feux, ils ont exercé une pression sur la direction syndicale en faveur d'une orientation plus combative. Le président de l'institut de science économique des syndicats, Agartz, a donné une expression théorique à cette pression en formulant ce qu'il a appelé « la politique expansive des salaires ».

Partant de l'idée que la production et la capacité productrice se sont accrues depuis 1949 davantage que les salaires réels, Agartz demande que ceux-ci soient relevés, pour éviter des menaces de crise économique et pour rétablir l'ancienne part de la classe ouvrière dans le partage du gâteau. On peut discuter le bien-fondé de cette théorie sur le plan purement théorique. On ne peut pas nier qu'elle est devenue objectivement un moteur pour rendre plus actifs les syn-

dicats, pour accroître la conscience des ouvriers dans l'ensemble du processus économique et pour mobiliser les travailleurs dans l'action contre un patronat rapace.

UNE EPREUVE DE FORCE QUI MARQUE UNE ETAPE NOUVELLE

Parmi les bureaucrates dirigeant les syndicats à l'échelon national, seuls quelques-uns ont cédé devant la pression croissante des cadres syndicaux, et ce après des semaines sinon des mois de luttes internes : il s'agit avant tout de la direction du syndicat des métallistes et de celui du transport et des services publics. Les autres ont maintenu leur passivité ou ont suivi le mouvement d'agitation avec résistance, sinon avec une hostilité à peine masquée. Ainsi Freitag, président de la CGT, a attendu 15 jours avant d'exprimer — seulement sur le papier, bien entendu ! — sa solidarité avec les grévistes bavarois.

Le patronat par contre s'est jeté dans cette bataille avec un sens beaucoup plus précis de ses besoins de classe, avec une organisation supérieure de la solidarité et une idée bien précise des moyens aptes à influencer l'opinion publique. Il a délibérément transformé la grève de la métallurgie bavarroise en une épreuve de force entre les classes dans le combat ouvert, la première épreuve de ce genre qui s'est produite en Allemagne depuis la grève de la métallurgie de Hesse, il y a trois ans. Par l'utilisation massive de briseurs de grèves, par des efforts systématiques pour diviser les grévistes, par l'emploi de méthodes d'intimidation allant jusqu'à tenter des centaines de procès pour « injures sur la voie publique » ou « coups et blessures » à des ouvriers participant aux piquets de grève, les patrons ont cherché à gagner cette épreuve de forces.

Du côté ouvrier, il y eut, dans la majorité de cas mais pas partout, une volonté de lutte réelle et une tenacité qui renouent avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier allemand. Mais la grève des métallurgistes bavarois souffrit d'une préparation insuffisante qui s'était cantonnée dans la sphère administrative et bureaucratique. Elle souffrit de l'absence d'une stratégie de grève précise qui fit cesser le mouvement pour donner un exemple dans les usines-clé de roulements-à-billes à Schweinfurt dès les premiers jours, alors qu'il s'agissait là du centre de gravité sur lesquels il aurait fallu concentrer toutes les forces. Elle souffrit avant tout d'un manque criant de coordination à l'échelle nationale : au beau milieu de la grève, le syndicat des 700 000 métallurgistes de la Ruhr accepta une augmentation de salaires par voie de négociations qui avait été refusée par le syndicat bavarois !

Il se comprend ainsi que si la grève s'est terminée à la satisfaction des cadres syndicaux — la majorité des syndiqués ont « tenu » pendant 22 jours et ce sans expérience gréviste aucune, la dernière grève de la métallurgie bavarroise datant d'il y a 32 ans... — et si les grévistes ont obtenu un petit gain matériel, le patronat a eu la force de licenciement, après le combat plus de mille ouvriers, parmi lesquels plusieurs éléments moteurs de la grève. Une nouvelle épreuve de force s'annonce d'ores et déjà entre le syndicat et le patronat pour ramener dans l'usine ces victimes de la répression capitaliste.

LA MONTEE DU MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND SE PRECISE

La forme tumultueuse de la grève en Bavière et la combativité étonnante d'une partie des travailleurs — plus de 50 % des

grévistes ont voté pour la continuation de la lutte après trois semaines de combat — ont effrayé et l'Etat bourgeois, et le patronat et la bureaucratie syndicale, du moins dans ses sommets. Dès la fin du mois d'août, le ministre du travail a rencontré une série de dirigeants syndicaux et a conclu avec eux un accord afin d'éviter l'éclatement de nouvelles grèves et de régler les conflits de salaires par la voie de négociations. Peu de jours après, représentants syndicaux et représentants patronaux conclurent un accord parallèle. Le gouvernement Adenauer brandit la menace de l'arbitrage obligatoire pour ramener les chefs syndicaux dans la voie de la « raison » ; et les bureaucrates brandissent à leur tour cette même menace devant leurs propres cadres et militants inquiets.

La partie la plus saine de l'avant-garde syndicale réagit cependant dans un sens tout à fait opposé. Ayant accru sa confiance dans la classe ouvrière qui a montré que si elle ne déclenche pas encore spontanément des luttes elle est prête à se battre de façon exemplaire si on la mène au combat, ils chercheront à préparer les luttes à venir, partant des expériences de la grève bavarroise. Déjà des combats sur un niveau plus élevé s'annoncent. Le syndicat des mineurs a déclenché une campagne pour la socialisation des charbonnages. L'avant-garde révolutionnaire dans les syndicats allemands cherchera à transformer l'énorme potentiel de combat de la classe ouvrière en force réelle, — ce qui bouleversera la scène politique au cœur de l'Europe.

APRÈS LE CONGRÈS DE SCARBOROUGH

SUITE DE LA PAGE 7

rier de la gauche, il a seul tenté de donner une orientation d'ensemble, une organisation permanente à l'opposition. Voyant en lui le représentant d'une avant-garde susceptible de porter la lutte générale à un niveau plus haut, la direction interdit d'apporter aucun soutien à ce journal, sous peine d'exclusion. Cette mesure, combattue par une campagne de toute la gauche, fut pourtant approuvée par le congrès à une forte majorité. L'ensemble de l'affaire a une valeur d'avertissement pour l'opposition.

NOUVELLE ETAPE ?

La gauche est loin de sortir battue du congrès, puisqu'au contraire elle a étendu son influence. Bevan lui-même sera dans de meilleures conditions pour se battre. Mais à l'heure actuelle, la direction a conservé l'initiative. Pour affronter victorieusement la bataille à venir, l'opposition doit avoir une claire vision des conditions de lutte, comprendre le fossé qui la sépare de la droite, et se nanter d'une politique d'ensemble répondant à tous les problèmes qui se posent au prolétariat britannique. En tout état de cause, la situation actuelle favorise l'extension des conflits intérieurs, au cours desquels le mouvement ouvrier anglais peut franchir une nouvelle étape dans sa radicalisation.

L'INTERNATIONALE

PEROU

Condamnation de camarades

Le 19 juillet passé le « Conseil de guerre permanent de la police » a condamné Félix Zavallos, ancien dirigeant des ouvriers du textile, à 5 ans de prison, ainsi que Léon Cio Bueno, dirigeant aussi du textile, Socrates Garcia, secrétaire de propagande du syndicat Peru-Lana, à 4 ans de prison, ainsi que Arturo Alburquerque, secrétaire général du syndicat Industrias Reunidas et Washington Huaracha, secrétaire culturel de l'Union sindical Obrera de Arequipa (USOA) et Marcial Aguirre, jeune ouvrier arequipénois, à 2 ans de prison.

Le journal *Revolucion Permanente* (juin-juillet 1954) organe de la section péruvienne de la IV^e Internationale, qui relate cette nouvelle, ajoute :

« Le « délit » pour lequel ils ont été condamnés, c'est d'avoir agi comme des dirigeants syndicaux loyaux au prolétariat et d'avoir milité dans notre Parti Ouvrier Révolutionnaire, (section péruvienne de la IV^e Internationale).

Ils avaient été tous arrêtés fin 1952 et début 53 lors de la répression contre le mouvement ouvrier déclenchée à cette époque. Ils sont donc en prison depuis plus d'un an et demi, et ils subissent les mêmes services et les conditions de vie régnant dans les camps de concentration d'Ordria.

Nous les trotskystes saluons fièrement nos camarades sur lesquels s'acharne la vengeance de la bourgeoisie — déguisée en « justice » — et nous leur promettons de continuer sans défaillance la lutte pour la révolution ouvrière et paysanne. L'exemple de vaillance consciente et seraine de nos camarades sera pour nous un stimulant et une leçon.

Encore une fois, unissons-nous pour libérer les prisonniers révolutionnaires ! Apristes, stalinien, socialistes, trotskystes, nous tous devons serrer les rangs dans un Front unique pour arracher une AMNISTIE GENERALE ! Faisons approuver par les syndicats du pays tout entier des motions demandant cette amnistie. Profitons de toute assemblée ouvrière pour faire hommage à nos prisonniers et exiger leur amnistie. Ils se sont sacrifiés pour nous. Ne les oublions pas !

NOUVELLE REVUE TROTSKYSTE

Au Chili vient de paraître un nouvel organe théorique de la IV^e Internationale, la *REVISTA MARXISTA* (mai 1954).

C'est une édition trimestrielle qui, outre une partie consacrée à des articles et études de caractère international ainsi qu'à la publication des principaux documents de la IV^e Internationale, traitera du point de vue marxiste-révolutionnaire, trotskyste les problèmes plus spécifiquement latino-américains.

LISEZ :

M. PABLO
LA GUERRE QUI VIENT
(capitalisme ou socialisme)

200 fr.

L'analyse marxiste la plus profonde de la situation mondiale, de son évolution actuelle, des perspectives de la Révolution du rôle de la IV^e Internationale.

E. GERMAIN
LES PROBLEMES ECONOMIQUES
DE L'U.R.S.S.

80 fr.

Une étude des questions fondamentales permettant de comprendre les nouveaux développements économiques et politiques en Union soviétique.

Interview du Camarade PERERA Maire de Colombo

à "Bandiera Rossa", Organe de la Section Italienne
de la IV^e Internationale

Dans les élections municipales — en dehors de la ville même de Colombo — qui ont eu lieu cet été à Ceylan, le L.S.S.P. (section cinghalaise de la IV^e Internationale) a contesté en tout 39 sièges en gagnant 21 (au lieu 8 antérieurement occupés par le parti).

Le front stalinien-Philip n'a gagné que 9 (au lieu de 4 occupés auparavant).

Aux élections du Conseil municipal de Colombo, sur 31 sièges à pourvoir, le LSSP en a gagné 6 (contre 5). Il y a en outre 3 indépendants de gauche.

D'autre part l'U.N.P. (parti gouvernemental) avait gagné 12 sièges, le Labour Party 2 et les indépendants de droite 2.

En tout la droite semblait totaliser 16 voix contre 15 de la gauche. (Auparavant le rapport s'établissait à 18 contre 13).

Il faut aussi noter que la gauche avait recueilli le double environ de voix par rap-

port aux élections générales de 1952, et que leur total dépasse maintenant celui recueilli par la droite.

Lors de l'élection du maire au sein du Conseil municipal les 6 du front stalinien-Philip, ainsi qu'un indépendant présumé de droite ayant voté pour la candidature du camarade N.M. Perera, membre de la direction du LSSP et député au Parlement, ce dernier fut élu maire de Colombo par 16 voix contre 15.

Commentant cette élection d'un « maire rouge » à Colombo le *New Herald Tribune* (14-8-54) écrit que « les communistes contrôlent maintenant toutes les municipalités le long de la côte sud-ouest de Ceylan ».

Nous extrayons du Numéro de septembre de « Bandiera Rossa » organe de la section italienne de la IV^e Internationale l'interview suivante :

collaboration avec la bourgeoisie, tendant vers la constitution d'un utopique « Front Unique avec les secteurs progressistes » de la classe dominante. Sur le plan syndical, les stalinien contrôlent le syndicat des dockers du port de Colombo, mais dans tous les autres syndicats, c'est notre influence qui est prépondérante.

Il est évident que les relations entre le parti stalinien et nous sont en grande partie déterminées par le rapport de forces. Ils sont contraints à faire bloc avec nous dans des occasions importantes, pour ne pas courir le risque d'être complètement isolés du mouvement des masses. Pour notre part, en restant fermes sur nos positions idéologiques et politiques générales, nous sommes très satisfaits de pouvoir appliquer, quand la situation le permet, la tactique du Front Unique Prolétarien qui est mise en avant actuellement par de nombreuses sections de notre Internationale, et en particulier la Section Italienne.

Q. — Les ouvriers et paysans de Ceylan comprennent-ils et adoptent-ils les mots d'ordres lancés par notre organisation ?

R. — Il n'est pas besoin de rappeler que notre Parti dirige la lutte révolutionnaire depuis une vingtaine d'années et qu'il a donné la preuve répétée de sa fidélité à la lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie nationale (il suffit de rappeler qu'au début de la seconde guerre impérialiste, nos dirigeants furent incarcérés dans les prisons de l'impérialisme anglais qui craignait un soulèvement des masses ceylanaïses).

Les ouvriers et paysans de Ceylan ont suivi et suivent notre organisation dans leur lutte quotidienne contre la bourgeoisie indigène et ses patrons impérialistes. Nos mots d'ordres rencontrent un écho profond, car nous avons toujours le souci d'élever le niveau politique de nos militants, sympathisants et électeurs au travers d'une propagande et d'une action révolutionnaires qui contrastent avec les contorsions opportunistes si chères aux stalinien.

Q. — Comment le Lanka Sama Samaja Party utilise-t-il la tribune parlementaire pour la propagande révolutionnaire ?

R. — Au Parlement, nos camarades (actuellement au nombre de 8 après l'expulsion de deux éléments qui manifestaient une position opportuniste) prennent toujours appui sur les discussions particulières pour démontrer comment, tant que durera le régime bourgeois, on ne pourra donner aucune solution véritable aux problèmes fondamentaux des ouvriers et des paysans, et pour affirmer en conséquence la nécessité du renversement de la classe dominante. Dans les discussions de politique générale, soit intérieure, soit extérieure, nos camarades opposent à la politique de la bourgeoisie le programme révolutionnaire de la IV^e Internationale.

Nous avons récemment interviewé le camarade N. M. PERERA, Maire de Colombo et député du LANKA SAMA SAMAJA PARTY, Section de Ceylan de la IV^e Internationale. Le camarade PERERA, de passage à Rome était chef de la délégation parlementaire de Ceylan à la Conférence interparlementaire de Vienne.

Q. — Nous avons appris ton élection récente comme Maire de Colombo, capitale de Ceylan. Comment votre organisation ceylanaïse est-elle parvenue à gagner un poste aussi important de l'administration de la ville ?

R. — L'élection du Maire est faite à Ceylan par un vote du Conseil Communal élu par le peuple. Dans ce Conseil, notre Parti avait conquis 6 sièges (contre 5 aux élections précédentes), une coalition du parti stalinien et d'un parti centriste en avait obtenu 6, un parti laboriste 2, les indépendants 5 (dont 3 de gauche) cependant que le parti gouvernemental (U.N.P.) en avait obtenu 12. Dans un premier vote du Conseil s'étaient présentés 3 candidats, un de notre Parti, un stalinien et un bourgeois. Aucun des trois n'avait obtenu la majorité nécessaire, et lorsqu'au second vote les stalinien ont fait bloc avec notre candidat (qui avait déjà obtenu les voix des indépendants de gauche), celui-ci a été élu.

Avoir été au parti bourgeois le contrôle administratif de la ville est un succès important qui reflète une situation du rapport de force en évolution constante en notre faveur.

Q. — Quels sont les rapports de force et les relations politiques entre le Lanka Sama Samaja Party et le Parti Communiste stalinien à Ceylan ?

R. — Comme tu le sais notre Parti est la première organisation révolutionnaire anti-impérialiste qui ait été créée à Ceylan et sa constitution a précédé la formation du parti stalinien. Les cadres dirigeants du Parti se sont formés dans la colonie étudiante ceylanaïse de Londres dans les années qui ont immédiatement suivi 1930. Déjà à ce moment, quelques étudiants révolutionnaires militaient dans les rangs de l'opposition de gauche (trotskyste) au sein de la III^e Internationale. Revenus dans leur pays, ces étudiants ont créé le Lanka Sama Samaja Party qui, dans une première période regroupa toutes les forces militantes sur une base plus généralement anti-impérialiste et, plus tard, se caractérisant d'une façon plus précise, adhéra à la IV^e Internationale naissante. Ainsi, notre Parti acquit la plateforme et la structure d'un parti révolutionnaire bolchevique-léniniste.

Le parti stalinien s'est constitué à partir d'une scission dans nos rangs. Il n'a qu'une influence limitée au sein des masses ceylanaïses, surtout à cause de sa politique de

Rendez-vous de dupes

Aujourd'hui, les travailleurs et leurs organisations syndicales sont fixés.

LE RENDEZ-VOUS D'OCTOBRE dont la presse les entretenait a eu lieu.

Mendès-France en digne émule de Laniel qui en son temps porta de 20 000 à 23 000 le salaire minimum, décide qu'il n'y aura plus, désormais de salaires inférieurs à 24 300 frs, pour 200 heures de travail par mois bien entendu.

Les gros titres à la «Dimanche-Soir» ne trompent personne, la montagne accouche d'une souris et le **PROBLEME DE LA REVALORISATION DES SALAIRES RESTE POSE.**

Pour les ouvriers de province victimes des abattements de zones, pour les ouvriers d'industrie où le temps de travail est inférieur à 40 heures par semaine alors que ce mini est basé sur 45 heures, pour les ouvriers dont le mode de rémunération se fait à la pièce (confection par exemple) l'avantage sera illusoire et quant aux métallos il sera quasi-nul. Ceux-ci ayant généralement des salaires déjà supérieurs. Lebrun dans son rapport à la C.A. de la C.G.T. disait déjà que le précédent relèvement de 15 % du salaire mini garanti n'avait influé qu'à peine de 5 % sur l'ensemble des salaires.

Les travailleurs qui savent la duperie des phrases « Mendessistes » sur la révalorisation des salaires liée à la productivité et qui veulent combattre AUJOURD'HUI, DOIVENT EXIGER DE LEURS DIRIGEANTS QU'ILS EN FINISSENT AVEC LEUR ATTITUDE EQUIVOQUE A L'EGARD DE LA POLITIQUE MENDES-FRANCE.

Que se soit Bothereau de F.O. qui déclare la bouche en cœur « La politique gouvernementale n'est pas « UNE » nul n'ignore les divergences de vues entre Mendès-France et E. Faure et nous restons dans l'indécision. Mendès-France pourra-t-il prendre en main cette question ? » ou bien Levard à la C.F.T.C. « Pour l'instant, nous préparons nos dossiers et nous attendons que le gouvernement fasse connaître sa position.... » ou encore D. Forestier du S.N.I. « Si l'on s'en tient au plan d'expansion présenté par Mendès-France on sait trop peu de choses pour formuler une opinion valable, pour aller au delà de considération sur les idées et les principes... » le chœur reste le même chez les réformistes quand cela ne va pas jusqu'aux propositions d'association aux organismes de productivité.

Si la C.G.T. quant à elle reste plus ferme concernant la révalorisation des salaires et son hostilité aux projets gouvernementaux présentés au Conseil économique, elle reste prisonnière de l'orientation fixée par le P.C.F. qui, en votant pour Mendès-France, a paralysé ses propres militants.

L'EXPECTATIVE N'A QUE TROP DURE.

Qu'a-t-elle donné ?

Les promesses aux grévistes, techniciens de la radio, les promesses aux enseignants, les promesses aux fonctionnaires, etc... qui TOUS ONT SUBI LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE DE LEURS DIRECTIONS.

Le tournant politique de la bourgeoisie française annoncé à Genève, l'adaptation de l'économie française à l'économie mondiale qui se traduit par la concentration industrielle et l'accroissement de la productivité, cette normalisation qu'incarne Mendès-France exige la paix sociale. C'est la caution des organisations ouvrières dont celui-ci a besoin et c'est avec des concessions dérisoires (salaire mini 24 200 frs.) soigneusement séparées des conventions collectives déjà conclues ou en voie de l'être qu'il veut l'obtenir.

La classe ouvrière doit trouver une issue. Si elle n'a pu encore imposer sa volonté de combat à ses dirigeants, elle n'en a pas moins obligé ceux-ci à revendiquer des augmentations de salaires. De même, les actions communes C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. dans les entreprises se multiplient. Quand on est pour une augmentation de salaires, il faut la chiffrer. Il n'est plus temps de ruser. Les 25 166 frs. pour 173 heures ont déjà fait l'unanimité des organisations syndicales à la commission supérieures des Conventions collectives ; ils doivent être repris même si chez les fonctionnaires il est réclamé 40 000 frs. par mois immédiatement ou 25 frs. de l'heure chez les métallos.

L'activité revendicative ne se ralentit pas dans les usines. LA PLATE-FORME UNITAIRE : REVALORISATION DES SALAIRES LIEES AUX CONVENTIONS COLLECTIVES COMPRENANT LES 40 HEURES PAYEES 48. LES TROIS SEMAINES DE CONGES PAYES, ETC...

LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES LA LUTTE CONTRE LE GOUVERNEMENT CAPITALISTE DE MENDES-FRANCE

POUR UN GOUVERNEMENT P.C.F. - P.S.

VOILA CE QUE VEULENT LES TRAVAILLEURS.

R. DUPARC.

LUTTES contre les licenciements

CHEZ DASSAULT (ARGENTEUIL).

De nombreux débrayages ont eu lieu aux usines Dassault (Argenteuil, Boulogne, et St Cloud) pour protester contre la mise à pied avec demande de licenciement de 4 délégués (3 CGT et 1 indépendant). C'est à la suite du débrayage du 5 octobre que la direction a pris cette mesure.

Les travailleurs revendiquaient pour

— 19 frs. d'augmentation horaire.

— promotion et reclassement.

— augmentation du boni. Ils décident de poursuivre la lutte.

A la Soudure Electrique.

Un délégué avait été licencié. Il passait en conciliation le 9 octobre. Les travailleurs ont débrayé à 100% pour appuyer ce camarade.

A LA LILLOISE (AULNAY-SOUS-BOIS).

71 ouvriers de cette succursale de Deauville sont menacés de licenciement. Ils sont les seuls à rester de 400 ouvriers qu'ils étaient en 1947. La direction veut fermer l'usine pour concentrer sur Corbeil.

Les travailleurs ont décidé de se défendre et ont commencé à débrayer plusieurs heures pour organiser leur lutte.

A LA S.A.D.I.R. CARPENTIER.

Un dessinateur secrétaire du syndicat CNT a été licencié sur ordre du ministère de la Défense nationale.

Motif : « activité nuisible à la Défense nationale ». Les travailleurs du siège, boulevard Murat ont aussitôt, débrayé pour protester.

Une délégation C.G.T.-F.O.-C.N.T. et inorganisé s'est rendu à l'Assemblée nationale. A l'usine Guynemer, à Issy-les-Moulineaux une assemblée de protestation a eu lieu.

Dans les Bouches-du-Rhône (Marseille)

AU CHANTIER S.O.C.R.E.P. (MARSEILLE)

Tout le personnel uni a imposé la réintégration de six camarades licenciés dont deux délégués.

CHANTIERS ET ATELIERS DE PROVENCE (MARSEILLE)

Débrayages contre les licenciements.

S.P.O.N. DE MADRAGUE.

Débrayages contre les licenciements.

A ST CHELY-D'APCHER (LOZERE)

850 sidérurgistes ont fait grève pour leurs revendications. La direction a licencié 120 ouvriers de la tôlerie et des laminaires. Leurs camarades ont continué la grève et forcé la direction à les réintégrer. Mais celle-ci a prétendu maintenir le licenciement de leur délégué. La grève se poursuit.

... Et contre les sanctions

CHEZ FERODO (EPINAY)

80 % du personnel a débrayé pour la réintégration des camarades sanctionnés. Ceux-ci, deux délégués avaient défendu les revendications de leurs camarades au cours d'un débrayage. Ils s'étaient vus « mis à pied » par la direction.

Tous les travailleurs y compris ceux de St-Ouen ont décidé de poursuivre la lutte.

CHEZ RENAULT (à la 4 « CV »)

170 ouvriers de la chaîne 1 et 2 (atelier 74-60) ont débrayé pour faire réintégrer son poste à un camarade, qui, ayant refusé de faire une opération supplémentaire s'était trouvé muté par son contre-maître à un poste plus pénible avec un taux de base inférieur. La sanction a été levée.

POUR LES SALAIRES

CHEZ RATEAU (30 sept.)

L'équipe du marbre-essai et l'atelier de chaudronnerie ont débrayé pour exiger une augmentation horaire de 25 frs. pour tout le monde.

CHEZ MARCHAL-PHARES A PANTIN (2 octobre)

Les ouvriers du polissage ont débrayé plusieurs fois pour obtenir une augmentation de 20 frs de l'heure.

Le tolier a proposé 5 frs. de primes. Les travailleurs poursuivent leur mouvement.

CHEZ LONGOMETAL A AU-BERVILLIERS (3 octobre)

Les travailleurs de Longometal se sont mis en grève. Ils veulent des salaires décents. Ils gagnent 115 frs. de l'heure.

CHEZ SENITRA (GIRONDE) (le 5 octobre)

Débrayage d'une heure sur le chantier pour appuyer une demande d'augmentation des salaires et d'attribution d'une prime de panier.

POUR LES SALAIRES (Suite)

CHEZ DESSE (METALLURGIE A BORDEAUX) (le 5 octobre)

Les travailleurs de chez Desse voulaient des salaires plus conséquents. Le patron a fait la sourde oreille, alors le travail a cessé.

A LA « SOUDURE AUTOGÈNE FRANÇAISE » (AU HAVRE) (le 5 octobre)

Pour les 25 frs. de l'heure les travailleurs ont débrayé pour appuyer leur revendication qu'ils ont bien décidés à voir aboutir.

CHEZ KREMA (MONTREUIL) (le 6 octobre)

Les ouvriers de l'atelier mécanique de la confiserie «Krema» sont intéressés par les cinq jours fériés payés de la convention collective de la métallurgie.

Ils ont débrayé pour l'application de celle-ci et pour l'augmentation de leurs salaires.

CHEZ GAMBIN (BOULOGNE BILLANCOURT)

Grève à 99 % pour protester contre la baisse de leurs primes et pour les 25 frs. de l'heure.

AU CREDIT DU NORD (PARIS) (le 8 octobre)

Les mécanographes au Crédit du Nord sont en lutte pour le relèvement de leur coefficient et une prime de 6 000 frs.

Au siège social à Lille, le personnel a déclaré qu'il n'effectuait pas le travail qui doit normalement se faire à Paris.

Ils ont déposé leurs revendications.

AUX PAPIERS PEINTS.

Depuis trois semaines les travailleurs de Chalon-sur-Marne effectuent chaque jour plusieurs débrayages pour la parité de leurs salaires, avec ceux de l'usine de Lyon (soit une augmentation de 20 %).

Dans les Arsenaux

A L'ARSENAL DE TOULON (le 30 septembre)

Un arrêt de travail a eu lieu à l'arsenal de Toulon, à l'appel des syndicats CGT, FO et CFTC. Comme ceux des arsenaux et établissements de l'Etat, les travailleurs de Toulon demandent l'application au décret du 22 mai 1951 qui met leurs salaires en parité avec ceux de la métallurgie parisienne.

A L'ARSENAL DE LORIENT (le 5 octobre)

A l'appel des syndicats CGT, FO et CFTC les ouvriers de l'arsenal de Lorient ont quitté le travail une heure avant l'heure normale.

A L'ARSENAL DE CHERBOURG (le 6 octobre)

Débrayage d'une demi-heure à l'appel des organisations CGT, FO et CFTC unies.

A L'ARSENAL DE PUTEAUX (le 7 octobre)

Egalement une demi-heure à l'appel des trois syndicats CGT, FO et CFTC. Une délégation commune est allée à la direction.

Chez les Marins

AU HAVRE — Grève de marins des ponts et machines présents au port, les équipages des engins portuaires et du remorquage ont débrayé à 100 % le 6 octobre n'assumant que les services de sécurité.

Ils manifestent contre l'atteinte portée aux avantages acquis — qui figurent dans la convention collective.

A ROUEN — Les équipages des bateaux ancrés au port plus les équipages des remorqueurs ont débrayé contre l'atteinte aux avantages acquis en ce qui concerne les heures supplémentaires.

Dans l'automobile

CAMIONS BERNARD

Pour l'augmentation horaire de 25 fr. de l'heure :
— la réduction des cadences ;
— des revendications particulières d'atelier.

Les travailleurs des Camions Bernard (Arcueil et Bagneux) se sont battus courageusement pendant trois semaines.

Au début, la direction a refusé de discuter avec les grévistes.

Devant l'attitude ferme de ceux-ci, elle a fini par lâcher certains avantages.

— Intégration de la prime d'assiduité dans le salaire de base (10 à 12 fr. de l'heure) ;
— Amélioration du boni (en moyenne 5 fr. de l'heure) ;
— Pas de sanctions pour faits de grève.

Les travailleurs voulaient 25 fr. Ils ont continué la lutte. C'est celle de tous les travailleurs de l'automobile de la région parisienne.

La solidarité s'est organisée rapidement. Un succès chez Bernard est un coup terrible porté aux patrons de l'automobile.

CHAUSSON

Depuis un certain temps, la direction Chausson a pas mal à faire avec ses ouvriers.

Après la grève de trois semaines des fraiseurs à Asnières, pour l'obtention d'une prime de panier. Le 6 octobre, quatre équipes des chaînes « colorale » et « Panhard » à Gennevilliers, débrayaient pour protester contre l'augmentation des cadences et la diminution du boni.

Ils en profitaient pour demander :

— 25 fr. d'augmentation horaire ;
— les trois semaines de congés payés.

Le lendemain, la direction lock-outait tous les travailleurs de ces deux ateliers.

Tous ensemble solidaires, ils sont allés manifester sous les fenêtres de la direction à Asnières. Pendant que deux autres ateliers, la « Juvaquatre » et les presses, débrayaient à leur tour.

RENAULT

RENAULT constitue par excellence le domaine où les discours de Mendès-France sur la « Révalorisation des salaires liée à la productivité » n'ont été ni une surprise, ni une révélation pour les travailleurs.

Pour la bonne raison que l'ensemble des ouvriers de l'usine expérimente depuis déjà quelque temps, à SES DEPENS, les « bienfaits » d'un tel système et le chef du gouvernement ne fait que généraliser, « populariser » pourrait-on dire ce qui est devenu pratique courante à la régie Renault. Depuis juillet 1953, les salaires ont été majorés d'une fois 4 % et de 8 fois 1 % alors que dans le même temps la production de véhicules augmentait de 25 %, avec moins d'ouvrier et horaire équivalent. Au congrès du syndicat CGT Renault en 1953, Linet précisait qu'en 18 mois les effectifs de Billancourt avaient diminué de plus de 5 000 ouvriers. En même temps, le système des primes « exceptionnelles » trimestrielles basé sur l'assiduité et le respect des programmes de fabrication a reçu sa consécration définitive.

Tout le climat de l'usine est dominé par ce problème des hausses de cadences, et des mutations qui accompagnent la diminution de personnel sur les chaînes et la décentralisation vers Flins, Le Mans au Hagondangé d'une partie des fabrications.

Nous examinerons une autre fois le problème de la productivité dans l'entreprise à mesure que se développe sans cesse la production de grande série.

Il ne se passe pas de jour sans que les ouvriers protestent contre les chronométrages, les démonstrations, les hausses de cadence. Les débrayages limités qui ont lieu d'une façon courante attestent de la volonté des ouvriers de lutter pour une garantie de leurs salaires.

L'activité syndicale est centrée aujourd'hui sur les conventions collectives.

On sait que la convention collective de la métallurgie signée en juillet a été fortement critiquée par les organisations syndicales de la régie.

A l'assemblée des militants de la métallurgie qui s'est tenue à l'époque rue J. P. Timbault les représentants du syndicat CGT Renault se sont prononcés CONTRE LA SIGNATURE de la convention collective régionale qui n'apporte rien en plus de ce qui existe déjà dans l'entreprise.

Maintenant, les organisations CGT-FO, SIR et CFTC ont élaboré une position commune face à la direction en vue de signer une convention Maison supérieure à la convention régionale.

Dès le début des négociations commencées le 30 septembre, elle ont rencontré l'hostilité de la direction qui REFUSE MEME DE GARANTIR CE QUI EST APPLIQUE A L'HEURE ACTUELLE DANS L'USINE.

Comment briser l'arrogance de la direction ?

Par la mobilisation des travailleurs. Un projet de C. C. aussi lèche soit-il ne peut s'imposer qu'avec l'appui du combat des ouvriers. Il ne peut être que l'expression du rapport de forces que la lutte exprime.

Les pétitions signées dans l'usine affirmant l'accord des ouvriers sur les C. C. présentées ne sont qu'une mince étape.

Les conditions de la mobilisation ouvrière exigent une clarification sur les revendications et, demandent qu'une réponse soit donnée aux perspectives que les travailleurs réclament.

(Correspondant).

Coin du Soldat

Un de nos camarades employé de Banque nous adresse la lettre d'un de ses copains de boulot aujourd'hui militaire. Nous en communiquons la teneur car elle paraît éclairer un aspect de la vie militaire qui justifie l'action indispensable pour les délégués de soldats, le relèvement des soldes, etc.

... « Après les classes plus particulièrement chargées de m'enseigner la discipline. ILS m'ont affecté dans un ministère. Ce qui tend à démontrer qu'ILS utilisent les compétences, je fais à peu près le même boulot qu'à la boîte.

Mais les conditions ne sont déjà plus les mêmes. Ici je reçois 30 frs. par jour et après le boulot je dois quand même assurer corvées, tours de garde, etc...

Inutile de te dire que cela

se passe sous la férule d'adjudants qui utilisent pressions et menaces pour nous faire amener la « production ».

Ce qui fait toucher du doigt le vice du système, c'est qu'avec nous travaille du personnel civil (nous représentons, soldats, 10 % du personnel) qui lui possède des délégués du personnel, des organisations syndicales, qui rencontrent bien sûr toutes les difficultés du mouvement ouvrier mais qui n'en existent pas moins. Les copains gueulent, tirent au flanc au maximum. On voudrait se défendre avoir les mêmes droits syndicaux que le reste du personnel pour lutter contre cette division qui favorise évidemment la surexploitation. La main d'œuvre au rabais l'armée de réserve » c'est nous...

MENDES-FRANCE a bien mérité de la bourgeoisie

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

L'EQUIVOQUE terrible que les directions ouvrières ont fait peser sur l'action de la classe ouvrière depuis leur vote pour Mendès-France consiste en réalité à laisser entendre que ce GOUVERNEMENT BOURGEOIS peut, si on lui explique gentiment les choses, adopter une politique conforme aux intérêts des travailleurs. Comment dans ces conditions ces derniers pouvaient-ils entreprendre l'action unie de classe qui seule pouvait, tant sur le plan des revendications que sur celui de la politique extérieure, imposer cette politique et donc un gouvernement qui puisse l'appliquer ?

Voilà la base de la réussite de Mendès-France. Il n'est pas plus fort que ses prédécesseurs. Il ne sera pas plus capable qu'eux de remettre sur ses pieds l'économie française agonisante dans le cadre des limites de l'anarchie capitaliste. S'il tient là où les autres étaient tombés, s'il obtient un sursis au

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Et quand la Conférence de Bruxelles avait refusé les propositions présentées par Mendès-France — désireux de « vendre » ainsi amendée la CED au Parlement français — cette partie de la bourgeoisie française s'était jointe aux voix du PCF à la Chambre, pour provoquer le rejet de la CED. Il en résulta une crise grave dans les rapports de la France capitaliste avec ses alliés atlantiques.

Et ce n'était certainement pas cela qu'avait voulu un homme si « intelligent », c'est-à-dire si conscient des intérêts et des possibilités fondamentales de sa classe que Mendès-France.

Il connaît bien les impératifs de toute la politique capitaliste à l'heure actuelle, et le cadre très strict en réalité dans lequel cette dernière peut se mouvoir, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. Retirer la France de l'Alliance Atlantique, la neutraliser ou l'associer d'une manière quelconque au bloc soviétique est une chose impensable pour tout gouvernement bourgeois et sur lequel ne s'exerce en outre aucune pression populaire puissante et systématique.

Mendès-France, aussitôt la CED rejetée s'est attaché à la tâche de « recoudre » l'alliance compromise, et toute son action, aussi bien durant la Conférence de Londres que depuis, prouve bien qu'il est clairement l'homme indiqué pour faire adopter par le Parlement français, d'une manière ou d'une autre, cet impératif de toute politique bourgeoise à l'heure actuelle : le réarmement de l'Allemagne d'Adenauer et son inclusion dans l'Alliance Atlantique.

L'ATTITUDE DU KREMLIN

Jusqu'à maintenant la diplomatie du Kremlin a pu exploiter les antagonismes interimpérialistes autour de la question allemande et contribuer ainsi à retarder le réarmement de la République de Bonn. Mais voici maintenant l'échéance arrivée. Le Kremlin dispose théoriquement d'un atout, qui joué même à la dernière minute, pourrait bouleverser les

plans impérialistes : se déclarer prêt pour des élections libres, dans les conditions posées par les impérialistes mêmes, c'est-à-dire sous le contrôle de leurs troupes d'occupation et celui d'Adenauer.

Mais c'est ici qu'apparaît la véritable faiblesse de la position du Kremlin, résultat de toute sa politique envers l'Allemagne durant et depuis la dernière guerre.

Cette politique qui a été chauvine à l'extrême, accompagnée du démembrement et de l'occupation de l'Allemagne, conjointe à celle des ex-alliés impérialistes, qui a sciemment saboté la Révolution allemande — possible, avec une autre politique, à la sortie de la guerre — a dressé les masses allemandes contre le Kremlin et contre ses instruments en Allemagne, le P.C.A. et le P.S.D.

Le Kremlin, malgré les changements très importants dans sa politique allemande dans ces dernières années, n'a pas réussi à trouver une base de masse en Allemagne. La réduction extrême des effectifs du P.C.A. à l'ouest et des votes en sa faveur, les événements de juin 1953 à l'Est sont là pour le prouver.

Le Kremlin sait par conséquent qu'en cas d'élections libres dans toute l'Allemagne, il ne disposera d'aucune force importante dans le pays même et ne pourra jamais songer à déterminer la politique d'une Allemagne unifiée, dans un sens qui lui soit favorable. D'autre part la perspective d'une Allemagne unifiée sous gouvernement socialiste (éventualité très possible en cas d'élections dans toute l'Allemagne) ne lui sourit guère non plus.

Elle ne lui inspire confiance ni quant à la politique réelle à son égard d'un tel gouvernement, ni quand aux répercussions que cela pourrait avoir dans les « démocraties populaires » limitrophes.

Une Allemagne sous un gouvernement socialiste, tant soit peu à gauche et démocratique, agirait comme un puissant ferment contre le régime bureaucratique dans les « Démocraties

pouvoir bourgeois dans ce pays, c'est seulement parce que les partis ouvriers en freinant l'action des travailleurs par l'équivoque qu'ils entretiennent sur lui, lui permettent de réussir les retraités stratégiques qui lui sont nécessaires pour passer à la contre-attaque contre la classe ouvrière et ses organisations.

Dès qu'il a eu la certitude de gagner la partie sur le plan de la CED, il a effectivement pris l'initiative de la préparation de cette contre-attaque.

Les deux principaux points de cette initiative ce sont les mesures démagogiques annoncées dans le discours de Louviers et les avances au Parti Socialiste pour qu'il participe au gouvernement.

En prenant l'initiative des « rendez-vous » du discours de Louviers il espère gêner les organisations ouvrières sur le plan de la lutte revendicative.

En offrant au Parti Socialiste de participer à son gouvernement, il espère réussir à dresser un obstacle insurmontable au front unique de la classe ouvrière dont il sait qu'il est l'arme la plus terrible contre le régime capitaliste qu'il veut maintenir en France. Nul doute que dans la direction socialiste, ses propositions n'éveillent chez certains la nostalgie.

La seule façon de bousculer ses plans de division, tant sur le plan revendicatif que politique, c'est de supprimer le frein qui gêne actuellement l'action des travailleurs, de cesser d'entretenir l'équivoque sur le caractère véritable de ce gouvernement bourgeois, de dévoiler ses desseins anti-ouvriers et d'impulser une lutte revendicative et politique de la classe ouvrière. Seule cette lutte peut annuler les rendez-vous démagogiques de Mendès-France et lui fixer les vrais rendez-vous de la classe ouvrière sur ses revendications vitales : seule elle peut mettre le parti socialiste dans l'incapacité, sous peine de se couper irrémédiablement des travailleurs qui le suivent, d'apporter son cautionnement à la politique capitaliste du gouvernement.

ET QUI PEUT FAIRE CELA ? Qui, demandons nous au militant du Parti Communiste français qui à juste titre pense que son Parti, dans les faits détient la force principale dans la classe ouvrière de ce pays ? Qui d'autre que ce Parti porte la lourde responsabilité dans la réussite ou l'échec des machinations de Mendès-France. Un dangereux passif pèse déjà sur la classe ouvrière, du fait de 5 mois de politique opportuniste de sa direction vis-à-vis du gouvernement.

Il faut en finir avec les cajoleries à Mendès-France. Il faut que la direction du PCF lui arrache le masque qu'elle l'a elle-même aidé à se mettre. Il faut que sur la base d'une nette dénonciation de la politique et des objectifs capitalistes et anti-ouvriers de ce gouvernement, sur la base d'un programme revendicatif clair des travailleurs, elle fasse au Parti Socialiste des propositions de lutte commune concrètes, susceptibles d'être entendues de toute la classe ouvrière et tout particulièrement des militants de ce Parti.

L'alternative n'est pas Mendès-France ou Laniel, elle est et demeure,

UNE POLITIQUE CAPITALISTE ET ATLANTIQUE PAR UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS QUEL QU'IL SOIT, ou bien UNE POLITIQUE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS ET DE LA PAIX PAR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS, UN GOUVERNEMENT P.C.F. - P.S.

Populaires » et même l'URSS post-stalinienne.

Le Kremlin par conséquent hésitera énormément à perdre les positions importantes qu'il détient actuellement en Allemagne orientale, pour des solutions à tout point de vue peu rassurantes en ce qui concerne ses intérêts intérieurs et extérieurs.

Adenauer de son côté, comme nous l'avons déjà expliqué, n'envisage que très froidement l'éventualité d'une Allemagne unifiée avec l'Est, qui comporterait son évincement au profit des socialistes. Ainsi, il n'est pas téméraire de conclure qu'en réalité, aussi bien le Kremlin que Washington et Bonn, préfèrent au fond le statut quo, et tout en parlant d'unification et d'élections libres, ils trouveront le moyen de ne pas y aboutir.

L'unification de l'Allemagne ne pourra être obtenue que grâce à un puissant mouvement populaire dans les deux Allemagnes, dont l'initiative organisée appartient dans les conditions présentes au Parti Socialiste Allemand et plus particulièrement à son aile gauche.

En se déclarant pour un audacieux programme socialis-

te pour toute l'Allemagne, et en entrant directement en contact avec le Kremlin et le gouvernement de l'Est, en vue de l'unification à travers des élections libres sous contrôle ouvrier démocratique, le Parti Socialiste Allemand peut faire grossir un très puissant mouvement des masses et mettre au pied du mur aussi bien les impérialistes que le Kremlin. C'est à ce parti aussi que revient maintenant la lutte essentielle contre la remilitarisation projetée de l'Allemagne de Bonn.

Quant à la lutte en France contre l'action précipitée pour ratifier les accords de Londres de l'homme que le PCF a contribué à faire monter et à maintenir au pouvoir, elle est déjà malheureusement compromise par cette politique de confusion et de paralysie du PCF et de toute la « gauche » officielle.

La bourgeoisie s'est montrée « intelligente ». Mais la « Gauche » a démontré une fois de plus d'une manière grave et patente, qu'elle est dirigée par des équipes de petits-bourgeois radicaux, incapables d'envisager une politique et une solution de classe, indispensable.

9 octobre 1954.

J. P. MARTIN.